Vol. 3 No. 16 • Du 4 au 10 Novembre 2009

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ANNIVERSAIRE DE FANMI LAVALAS: CONSOLIDATION DE L'UNITÉ

Voir page 4



Deux membres du Comité exécutif de Fanmi Lavalas, la porte-parole Docteur Maryse Narcisse (à droite) et l'artiste Annette Auguste (Sò Ann) lors de la célébration du 13e anniversaire du parti

REQUIEM POUR MICHELE PIERRE-LOUIS

Voir page 4

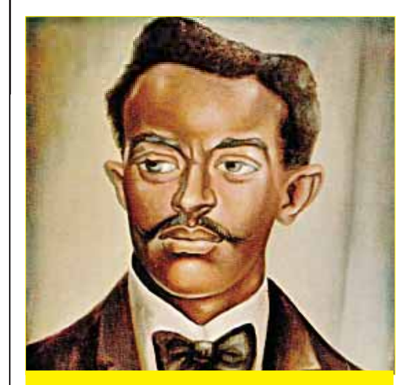


Le Premier ministre désigné Jean Max Bellerive (à droite) et l'ancienne Première ministre Mme. Michèle D. Pierre-Louis destituée le 30 octobre dernier



Monsenyè Willy Romelus pran retrèt li, men l ap toujou rete bò kote pèp la

Page 6



Pour que vive la mémoire du héros Charlemagne Péralte

Page 15



Le capitalisme en crise a besoin d'un conflit militaire majeur

Page 10



Porto Rico: entre deux feux

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

D'un Premier ministre à un autre !

Par Berthony Dupont

C'est à la vitesse de l'éclair, et pour la première fois dans les annales de la politique haïtienne qu'un vote de censure contre un gouvernement ait été aussi bien planifié et exécuté. Tout a été tellement bien concocté que le président a désigné un nouveau Premier ministre le jour après. Cela veut dire que les dirigeants haïtiens quand ils veulent faire quelque chose pour satisfaire leurs intérêts personnels et ceux de leur clan, ils savent comment procéder pour aboutir à leur objectif.

Ces derniers événements, en effet, ont grandement révélé la face cachée d'un régime qui, au su de tous et au fil du temps, n'a cessé d'aggraver la misère haïtienne pour renforcer sa propre cause. En ce sens, les confrontations et les tempêtes médiatiques qui se sont abattues sur le pays autour de la destitution de Michèle Duvivier Pierre-Louis, prouvent du reste que les véritables protagonistes n'étaient pas directement ceux présents sur le théâtre des opérations. Cette parodie au parlement n'a été que la répétition des pratiques des forces rétrogrades qui croient fermement que le seul moyen de parvenir à terme avec les masses haïtiennes est de maintenir le pays dans un état permanent d'effervescence, de luttes intestines et de crises, utilisant tantôt tel ou tel autre secteur ami ou allié comme force de dissuasion ou de frappe, pour museler les revendications populaires.

Combien d'entre nous ont déjà oublié nos compatriotes calcinés en Dominicanie, le silence complet de la classe dominante haïtienne et de la Communauté internationale, pour se pencher sur une crise de jalousie au sein d'un pouvoir corrompu, moribond et discrédité? En ce temps d'intrigues électorales, qu'il s'agisse de Préval, d'Alexis, de Pierre-Louis, Bellerive ou de tout autre dans la panoplie des zélés défenseurs du plan néolibéral, aucun d'eux ne pourrait en aucun cas, améliorer le sort du peuple.

A ce stade, la réalité reste telle quelle. La poursuite, le développement et la consolidation de la stratégie de Washington n'ont pas changé d'un iota. Toutes ces manœuvres n'ont qu'une seule intention: berner le peuple pour empêcher son chaudron en pleine ébullition d'exploser. Comme l'indiquent les responsables de la force d'occupation des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti *« Il est donc essentiel de procéder dans les meilleurs délais à l'installation d'un nouveau Premier Ministre et d'une nouvelle équipe gouvernementale, afin d'éviter tout risque de retour à une période d'instabilité qui pourrait compromettre les perspectives encourageantes apparues récemment dans le domaine des investissements et de la création d'emplois »*. Le secrétaire général adjoint de l'Organisation des États américains (OEA), Albert Ramdin, a pour sa part, souligné qu'*« Il est nécessaire que toutes les parties continuent de soutenir le processus de stabilité politique et d'appuyer le regain d'intérêt démontré par la communauté internationale, financière et commerciale à investir en Haïti »*. Les gouvernements Français et Etats-uniens ont réagi dans le même sens. C'est pour dire que tout est dans l'ordre voulu par l'impérialisme car ses intérêts ne sont nullement lésés !

Avec ce chapelet de clichés, on pourrait, certes, chaque jour, changer de Premier ministre, mais à quelle fin, si les dégradations de la vie du peuple doivent se poursuivre ? Qu'est ce qui a changé dans la vie des masses, depuis la révocation d'Alexis, suite aux émeutes de la faim d'avril 2008 ? Rien. Au contraire, ce dernier est devenu plus fort, et c'est dans cette optique qu'il se prépare déjà à succéder à Préval pour continuer la politique de courbette et de mendicité.

La situation du pays ne dépend pas d'une quelconque instabilité comme veulent le faire croire Préval et la Communauté Internationale, ou bien de la capacité d'un Premier ministre, mais bien du système politique et économique en place. En réalité, ce changement de Premier ministre n'est rien d'autre qu'un changement cosmétique, un maquillage pour camoufler une réalité de misère, de pauvreté et de répression morale.

Nous autres, quand nous parlons de changement, nous parlons d'un changement semblable à celui qui se fait actuellement en Equateur et également en Bolivie. Devinez quel pays devrait avoir la plus forte croissance économique dans les Amériques cette année ? La Bolivie, le pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud. Alors que ce fût, en Janvier 2006 seulement qu'Evo Morales a pris les rênes du pouvoir. Ces petits pays nous donnent l'exemple qu'on peut appliquer des politiques économiques, indépendantes du dogme économique néolibéral des pays impérialistes.

L'alternative reste les efforts, les énergies, le dévouement et l'organisation du peuple pour sortir le pays du système capitaliste qui engendre les maux d'oppression, et d'exploitation. Les peuples frères de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie et de l'Equateur l'ont fait pour leur pays. Pourquoi pas nous ?

Conférence sur la problématique des enfants en domesticité en Haïti

Par Yves Pierre-Louis

Du 27 au 28 Octobre dernier se sont déroulées à l'Hôtel Montana, à Port-au-Prince, deux journées de conférence sur la problématique des enfants haïtiens vivant en situation de domesticité et ceux qui circulent tout au long de la journée à travers les rues dans le pays. Cette conférence a été inaugurée autour du thème : "Dialogue pour agir", par les responsables du ministère des Affaires sociales de concert avec la Fondation Panaméricaine de Développement (PADF).

Selon l'Unicef, plus de 300 mille enfants haïtiens vivent dans la situation de domesticité, qu'on doit se permettre de comparer au système d'esclavage. Nos ancêtres l'ont férocement combattu depuis plus deux cents ans. D'autres sources avancent plus de 500 mille enfants haïtiens exclus, vivants dans une situation exécrable à travers le pays. Les autorités haïtiennes supportées par une institution impérialiste, la PADF posaient-elles les vrais problèmes des enfants exclus en Haïti? N'est-ce pas une façon de justifier des millions reçus au nom des enfants pauvres pour continuer à enrichir les plus riches d'ici et d'ailleurs? Un dicton populaire disait: " Chodyè a monte sou non timoun, li desann sou non granmoun". Telle est la situation qui est en train de se développer en Haïti sur la problématique des enfants exclus, marginalisés et laissés-pour-compte.

De toute façon, les intervenants à cette conférence ont théoriquement présenté une évaluation succincte sur l'épiphénomène de la domesticité en Haïti. La directrice, de l'Institut du Bien-être social, Jeanne Bernard Pierre, dans son intervention, a plaidé en faveur du redressement de la situation. Elle encourage les différentes instances de l'Etat à assumer leurs responsabilités pour parvenir à l'éradication de ce système qui rappelle au peuple haïtien le mauvais vieux temps de l'esclavage.

Le président de la Fondation Jean-Robert Cadet, qui était lui-même un enfant en domesticité, s'était dit prêt à apporter main forte dans les démarches entreprises par les responsables du pays en vue de mettre fin à cet infernal système qui a trop duré. Il a profité de l'occasion pour expliquer toutes les péripéties qu'il a connues pendant son enfance en domesticité: " Il y a 10 ans depuis que je prête main forte à la lutte menée contre la domesticité et l'appui des autorités me permet de voir que je ne travaille pas en vain. J'ai vécu environ 16 ans en domesticité. Je n'ai pas été à l'école au cours de cette période et j'ignorais même mon âge." a fait savoir Jean Robert Cadet.

La directrice de l'Institut de développement humain et communautaire (IHCD), Nicole Muller César, lors de son intervention à la conférence s'était révoltée contre la pratique de la traite des enfants haïtiens. " Zéro tolérance pour les criminels, je le redis et je le maintiens. Comment voulez-vous que je sois tolérante quand nous recevons à l'Institut des enfants de 6 ans avec de sérieux problèmes d'infection vaginale dont l'origine remonte à des rapports sexuels, c'est inacceptable", s'est-elle indignée. Elle a plaidé en faveur du renforcement d'une loi cadre sanctionnant sévèrement les personnes qui infligent de tels mauvais traitements aux enfants en domesticité.

Les participants ont partagé plusieurs autres cas de violence sur les enfants en situation de "Restavèk". Ils ont raconté de récentes histoires d'une fillette, brûlée avec du maïs moulu par son hôtesse qui a été emprisonnée et relâchée le lendemain. Le cas d'une autre fille, Pauline Vital âgée de 8 ans, tuée par sa propre tante, chez qui elle était en domesticité au Canapé-Vert. Après les travaux de réflexions en ateliers, des propositions de prévention, d'accompagnement et d'éradication de la domesticité ont été en conséquence élaborées quant au rôle de l'Etat, des organisations non gouvernementales, des institutions internationales, du secteur privé et de l'église en vue d'un consensus sur le renforcement d'une législation devant éliminer totalement le système néo esclavagiste en Haïti. D'autres pensent que seul un changement en profondeur de la société peut définitivement éradiquer le système infernal qui réduit les enfants dans un état d'esclavage à l'heure actuelle.

UEH : Les étudiants contestent le rapport du Comité de facilitation

Par Yves Pierre-Louis

En présence des doyens de différentes facultés de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), les membres du rectorat, en l'occurence Jean Vernet Henry, recteur, Fritz Deshommes, vice-recteur à la recherche et Wilson Laleau, vice-recteur aux affaires académiques, le Comité de facilitation a remis officiellement au chef de l'Etat, René Préval, le mardi 27 Octobre dernier au Palais national, son rapport de travail, faisant état de la situation de crise qui a paralysé pendant un certain temps toutes les activités à l'UEH. Sous le titre de « Proposition de sortie de crise », le rapport contient sept recommandations explicites :

1- Réouverture de la Faculté de médecine et Pharmacie (FMP) et consolidation effective de cette réouverture.

2- Réaffirmation du principe de l'autonomie de l'université d'Etat d'Haïti (UEH) avec ses attributs.

3- Création dans l'immédiat d'une commission de vérité par le Conseil de l'UEH.

4- Création d'une commission de discipline ad hoc et de vérification des sanctions.

5- Accélération et renforcement de la commission de réforme de l'université et allocution de moyens.

6- Effort soutenu pour la création d'un médium de commission.

7- Allocution de ressources financières significatives par l'Etat à l'UEH.



Les membres du rectorat, les professeurs Jean-Vernet Henry, Wilson Laleau et Fritz Deshommes, respectivement recteur, vice-recteur aux Affaires académiques et vice-recteur à la Recherche

Dans une note de presse émise par le Comité de facilitation sur la crise universitaire, et portant la signature de son porte-parole, Hérold Jean-François, ce Comité a informé le public en général et la communauté universitaire en particulier qu'en date du 27 octobre 2009, il a remis son rapport de travail au président de la République René Préval. Pour produire ce rapport, disent-ils, les sept membres du Comité se sont entretenus à plusieurs reprises avec les responsables du rectorat de l'UEH, du Conseil de l'université, des décanats, des chefs de départements de différentes Facultés, des délégations d'étudiants et avec certains professeurs pour essayer de cerner la crise et proposer la solution appropriée.

Grâce à de multiples rencontres oú il a pu recueillir les points de vue et doléances de toutes les parties, le Comité de facilitation est parvenu précisement à évaluer les problèmes qui ont bouleversé l'UEH. Selon les membres du Comité, l'UEH était touchée par un ensemble d'insuffisances, de carences et de faiblesses inhérentes à la réalité du fonctionnement de l'Etat haïtien, et qui alimentent les principales revendications académiques des étudiants. Les pouvoirs publics devront prendre en compte ces revendications pour une intervention échelonnée sur le court, moyen et long terme.

Les étudiants et professeurs de différentes entités de l'UEH n'ont pas tardé à contester ce rapport. Le porte-parole des étudiants, James Beltis a fait savoir que les membres du comité de facilitation sur la crise universitaire n'ont pas cerné les vrais problèmes de l'université d'Etat d'Haïti, en présentant ce rapport. Selon le membre du comité central des étudiants, James Beltis, le rapport du comité ne reflète en rien les principales revendications des étudiants. *« Le Comité de facilitation a échoué dans ses tentatives de trouver une sortie de crise à l'UEH »* déclare-t-il. Pour le moment, indique-t-il, les étudiants travaillent sur l'élaboration d'un cahier de charges qui tient compte des problèmes réels auxquels l'UEH a continuellement fait face depuis le début de l'année 2009 et dégagent leur vision de la réforme qui devrait être faite à l'UEH,

Le professeur Ansy Pierre, membre du conseil de la Faculté des Sciences Humaines (FASCH) et du Conseil de l'université s'était montré très prudent suite à la publication de ce rapport. Il émet des souhaits que les acteurs concernés par la crise universitaire analysent de manière approfondie le rapport du Comité présidentiel sur la crise à l'UEH.

L'Université d'Etat d'Haïti, traitée en parent pauvre par l'Etat haïtien, a défrayé la chronique au cours de l'année 2009. N'étaient-ce les multiples protestations des étudiants, l'Exécutif n'aurait pas eu les yeux tournés sur l'UEH afin de prendre connaissance des problèmes et d'essayer d'apporter de solutions appropriées. Mais la solution à la crise semble-t-il n'est pas pour demain. D'aucuns pensent que la solution à la crise passe par la transformation de la société.

Trafic de clandestins en Dominicanie, 4 arrestations

Dimanche 1e novembre dernier, une dépêche, issue de la Direction Nationale de Contrôle des Drogues (DNCD), relayée par l'agence espagnole EFE,avait communiqué des informations selon lesquelles un officier dominicain Luis Dario Feliz Suero, l'agent informateur de la police dominicaine Victor Manuel Feliz Javier, l'agent de la marine de guerre dominicaine Ernesto Gomez Suero et le chauffeur Victor Altagracia Feliz ont été arrêtés à un poste de contrôle militaire situé dans le sud-ouest de la Dominicanie.

Selon les précisions de la DNCD, ces arrestations sont liées au trafic clandestin des sans papiers haïtiens d'Haïti vers la République Dominicaine.

Deux des 4 escrocs ont été surpris en compagnie des clandestins haïtiens, tandis que les 2 autres avaient dissimulé un autre sans papier dans un véhicule de transport public.

Fanmi Lavalas 13e anniversaire: Consolidation de l'unité!

Par Hervé Jean Michel

3 Novembre 1996-3 Novembre 2009, 13 années, depuis qu'à Congo Plage dans la ville de Jacmel, des patriotes haïtiens ont porté l'Organisation politique "Fanmi Lavalas" sur les fonds baptismaux. Ce mardi 3 Novembre 2009, la Fondation Aristide pour la Démocratie, décorée de portraits de Jean Bertrand Aristide et de banderoles de différentes organisations membres, affiche des slogans: un seul leader national: Jean Bertrand Aristide-un seul Lavalas: Fanmi Lavalas. Un treizième anniversaire pour le retour du Docteur Jean Bertrand Aristide en Haïti.

Les lavalassiens de tous les départements géographiques du pays y compris les Lavalassiens vivant à l'étranger, étaient présents à travers différentes délégations. L'ambiance à la Fondation Aristide était indescriptible. Les Lavalassiens attendaient ce jour faste pour renouer avec les grands rassemblements, les grandes solidarités qui ont fait la gloire de l'Organisation. Ils étaient des milliers et des milliers à célébrer cette fête de l'Unité pour le retour du leader historique, Jean Bertrand Aristide. Différentes personnalités ont célébré par leur présence cette grande fête de l'unité pour son retour dans son pays. Reconnaissant par la même occasion le leadership incontestable et incontesté d'Aristide, les ex-sénateurs Yvon Feuillé, Derras Simon Dieuseul, Louis Gérald Gilles, les ex-députés Nawoom Marcéllus, Amanus Mayette, James Desrosins, Wilner content, l'ex-délégué de l'Ouest le Docteur Antoine Gauthier, tous s'accordent avec cette évidence.

Le révérend père Yvon Massac et le pasteur Chanel Louis ont respectivement prié à l'ouverture de la célébration. La vodouisante Euvonie Georges Auguste a aussi offert la cérémonie à son grand maître à travers une prière et un chant. Etaient aussi présents à la Fondation, Dismie César, Paul Olivard Francklin, ex-directeur de l'ONA, Fritz Aristil, ex-directeur de l'APN et Leprince Augustin, actuel directeur général du Ministère des Haïtiens vivant à l'Etranger, pour ne citer que ceux-là.

Les différentes bases, celles qui ont toujours maintenu bien haut la mobilisation étaient présentes à la Fondation Aristide pour la Démocratie. Une des présences qui a grandement contribué à fonder cette solidarité est celle de Annette Auguste dit (Sò Ann). Ayant pris la parole, le responsable de la Fondation Aristide pour la Démocratie, Toussaint Hilaire, a lu une déclaration politique pour marquer la journée du 3 Novembre 2009. A son avis « Les partis politiques qui ont bloqué le processus démocratique en Haïti ont presque disparu, parce que ne nourrissant aucun idéal démocratique.»



Les lavalassiens de tous les départements géographiques du pays y compris les Lavalassiens vivant à l'étranger, étaient présents à travers différentes délégations

Pour Toussaint Hilaire, Lavalas doit continuer la lutte pour le retour du Docteur Jean Bertrand Aristide.



René Civil (à gauche) et Leonel Etienne

Il a vivement critiqué, lançant une mise en garde aux opportunistes dont la stratégie consiste à utiliser les votes lavalassiens pour la prise du pouvoir. « Nous n'allons pas leur prêter notre électorat pour la prise du pouvoir. Si nous ne sommes pas admis aux élections, il n'y aura pas d'élections», a-t-il poursuivi. Toussaint Hilaire, sous les applaudissements des Lavalassiens a terminé son allocution avec ces paroles: " Un seul représentant national, Dr Jean Bertrand Aristide, un seul Lavalas, Fanmi Lavalas".

La porte-parole de Fanmi Lavalas et membre de la Commission exécutive, Docteur Maryse Narcisse, a salué l'assistance au nom du leader de Fanmi Lavalas, Docteur Jean Bertrand Aristide dont elle a transmis les voeux de bonne fête à l'occasion du treizième anniversaire de Fanmi Lavalas, promettant qu'il sera en leur compagnie l'année prochaine lors de la célébration du quatorzième anniversaire. Soulignant que le retour du Dr. Jean Bertrand Aristide est un principe auquel tous les Lavalassiens croient, principe pour lequel tous luttent, afin d'assurer la continuité de la bataille contre la corruption, l'injustice et l'exclusion sociale. L'exigence du retour a été fortement soulignée pour la construction de la vie. Terminant son discours, Maryse Narcisse a affirmé : « Fanmi Lavalas participe aux prochaines élections à tous les niveaux.».

La commission Permanente de Mobilisation de Fanmi Lavalas, dans une déclaration a rappelé à tous que l'Organisation politique a pris le pouvoir par les élections, parce que, croyant dans la démocratie. Elle a fustigé le coup d'Etat et la mise sous tutelle du pays. " Aujourd'hui la majorité des partis politiques qui se sont unis aux colons blancs pour bloquer le processus démocratique, n'existent presque plus. Ils n'ont ni idéologie, ni conviction ni plans la démocratiques. Dans la solidarité, l'unité et l'amour, Fanmi Lavalas continue d'exister et existera toujours, malgré des menaces: tempêtes plateformes et l'argent pour infiltrer les bases lavalassiennes dans l'intention de se maintenir au pouvoir, empêchant ainsi le retour en Haïti du Docteur Jean Bertrand Aristide. Fanmi Lavalas est une force politique incontournable. Nous décidons de ne plus servir de marche-pieds pour propulser les autres au pouvoir".

Le rassemblement s'est achevé par une partie culturelle animée par la troupe de "Koral la" de Sò Ann. Ce rassemblement du 3 Novembre 2009 à la Fondation Aristide pour la Démocratie, témoigne de la vitalité de Fanmi Lavalas. Le coup d'Etat du 29 Février 2004 qui a démis le président Aristide de ses fonctions constitutionnelles de président de la République, visait à détruire Fanmi Lavalas afin de taire la voix de la majorité. Tout a été fait pour atteindre cet objectif: assassinat de nombreux militants, emprisonnement, intimidation, exile, tentative de corruption, révocations massives pour affamer la majorité nationale.

Cependant, Fanmi Lavalas, malgré les nombreuses souffrances et blessures, garde toute sa ferveur démocratique et patriotique. Le 3 novembre 2009, les Lavalassiens ont sonné le rassemblement pour le retour du président Aristide, prônant la restructuration de l'Organisation, la consolidation de l'unité et la volonté décisive de participer à tous les niveaux aux prochaines élections.

Requiem pour le gouvernement Pierre-Louis!

Par Hervé Jean Michel

Le Sénat de la République a censuré le gouvernement Préval/Pierre-Louis, le vendredi 30 Octobre 2009 à zéro heure trente (minuit 30). Après une houleuse séance débutée la veille aux environs de une heure PM, au cours de laquelle des sénateurs favorables à Madame Pierre-Louis, entre autres, Rudy Hériveaux, Youri Latortue, Evalière Beauplan, Edmonde Supplice Beauzile, ont joué de la magouille et du dilatoire, la majorité sénatoriale a infligé un vote de censure, accusant 18 voix pour et une abstention.

La mise à mort de ce gouvernement et la décapitation de Madame le Premier ministre, étaient jurées par la majorité au Sénat. Une fois le processus d'interpellation déclenché, des sénateurs : Jean Hector Anacacis, Yvon Buissereth, Wencesclass Lambert et Joseph Lambert, ont solennellement déclaré qu'ils allaient censurer ce gouvernement. Parlant de Madame Pierre-Louis, le sénateur Lambert eût à dire : *« Elle est comme une bête qu'on traîne à l'abattoir ».* Pour démontrer sa détermination, il a affirmé qu'il était prêt à démissionner au cas oú le Premier ministre garderait son poste. Le 30 Octobre 2009, le président René Préval a désigné l'actuel ministre de la Planification, Jean Max Bellerive, Premier ministre, prenant ainsi acte de la censure infligée au gouvernement Préval/Pierre-Louis. Le même jour, une lettre a été envoyée aux présidents des deux Chambres pour les informer du choix du nouveau Premier ministre. Le président a aussi fait parvenir un courrier au Premier ministre désigné : *« Je vous confirme le choix que j'ai fait de vous comme Premier ministre du prochain gouvernement ».*

Les président et vice-président de l'Assemblée nationale, ont fait part de la réception de la lettre annonciatrice du choix du nouveau Premier ministre, annonçant qu'ils sont prêts à acceuillir, dans un bref délai le futur chef du gouvernement pour le dépôt de ses pièces. Selon le président du Sénat, Kely C. Bastien, il est probable que le Premier ministre soit installé dans ses fonctions avant le 18 Novembre, date faste du 206ième anniversaire de la grande bataille de Vertières. La censure bien méritée du gouvernement Préval/Pierre-Louis, ne signifie en rien un changement dans la politique jusqu'ici appliquée en Haïti. Le nouveau gouvernement qui sera formé avec une majorité *« Lespwa »,* sans nul doute, poursuivra dans la ligne néolibéraliste. Il n'y aura aucun changement véritable en Haïti du point de vue de la stratégie politique et économique. Le nouveau gouvernement pourrait ne pas utiliser la même stratégie néolibérale contenue dans le DSNCRP *(Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté)* qui fut utilisé lors de la prise de fonction du Premier ministre Pierre-Louis. Marc Louis Bazin, un fervent du néolibéralisme eut à dire qu'entre le DSNCRP et le plan néolibéral, c'est du pareil au même. Nul ne sait si le nouveau gouvernement utilisera cette appellation, néanmoins, en tant que gouvernement sous tutelle, il répondra nécessairement aux attentes des néocolonisateurs, niant, rejetant du coup les légitimes revendications de la majorité du peuple haïtien.

N'est-ce pas que son gouvernement a organisé d'indignes élections-exclusions pour renforcer l'apartheid en Haïti ? Cette femme a combattu le combat de la honte, de la corruption et de la prostitution. Dans le « Collectif Non », elle a signé une pétition, document-anathème qui a combattu la célébration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, le premier Janvier 2004. Quel pays, autre qu'Haïti, accepterait qu'une telle personne accède à un poste de gestionnaire de l'Etat ? C'est une malédiction historique qui condamne Haïti à errer, à traîner sa misère, sa déchéance et sa mendicité à travers le monde entier ! Comment accepter que tant de haine, tant d'infidélité, tant d'indignité, tant de corruption, président au destin de la terre de Dessalines ?

Le Premier ministre Pierre-Louis a soutenu ceux qui ont concocté la mise sous tutelle d'Haïti, le débarquement des troupes d'occupation qui ont souillé la terre d'Haïti, aliénant, assassinant ses fils. Le jugement de l'histoire lui sera très douloureux ! Vraiment, *« à quelque chose malheur est bon ».* Nombreux sont les compatriotes qui ont suivi la marche de ce gouvernement dans les sentiers du mensonge, de la gabegie administrative, de la corruption et du vol. L'histoire a permis de faire le constat de cette personne à l'œuvre et ne manquera pas de poser cette question embarrassante : mais oú sont passés les 197 millions de dollars de Pétrocaribe ? Son excessif amour de l'argent et des biens matériels, l'a poussée à réagir face au scandale des narco-dollars à Lavaud (Port-de-Paix) : *« Personne ne pourrait résister à tant de millions de dollars ».* Voilà un chef de gouvernement « honnête ».

Sans vouloir évoquer d'autres fonds qui sont partis en fumée par la voracité des grands mangeurs GNBistes, il faut reconnaître que le gouvernement Préval/Pierre-Louis, a conduit Haïti vers l'abîme.

Le peuple doit garder une attitude intelligente face aux conjonctures qui naîtront, conjonctures décisives qui conduiront aux élections générales de l'année 2010 pour la prise du pouvoir par un gouvernement qui doit nécessairement divorcer de la mise sous tutelle du pays, du plan néolibéral et des pratiques haïtianophobes, pour l'option d'une nouvelle stratégie d'autonomie politique et d'une économie d'intégration.

Tout cela exige une mobilisation des ressources intellectuelles et politiques du pays, la force de caractère et de volonté suffisante pour donner à Haïti sa dignité de pays indépendant, produit des glorieux combats libérateurs, qui ont brisé les chaînes colonio-esclavagistes dominguoises.

Solidarité de classe prise au dépourvu

Par Fanfan Latulipe

«Non, non, Britannicus est mort empoisonné :
Narcisse a fait le coup, vous l'avez ordonné»
Racine

On peut se rappeler qu'au tout début du mois d'août 2008, après trois mois de valse-hésitation, contre-danse-croisez-les-huit, cavalier-peye-lonè w, le sénat haïtien avait fini par ratifier le choix de Madame Michèle Pierre-Louis Duvivier comme Premier ministre. On n'oubliera pas qu'avant cette ratification, les deux chambres avaient fait monter un mât suifé à deux infortunés «désignés». Et comme ces deux derniers n'étaient ni assez habiles ni assez malins pour avoir raison de la glissanteur du suif jusqu'à atteindre le haut du mât et décrocher le magot, ils durent à contrecœur se laisser glisser et donner sa chance à une experte en grimpades, yayades et glissades mât-suifantes, en l'occurrence celle dont le choix par le président Préval avait donné lieu à une avalanche de prises de position en faveur ou violemment contre la Madame, et qui furent un vrai chemin de croix dans la vie privée de l'heureuse élue.

Madame Pierre-Louis se voyait, madame se croyait, madame tournoyait, madame discourait, madame parlait, déparlait, beau-parlait, parlotait, trompettait, saxophonait, clarinettait, tambourinait, s'agitait, se déployait, se reployait, se redéployait, se tortillait, se détortillait, se balançait, s'élançait, s'agitait, voyageait, plastronnait, volageait, folâtrait, batifolait et, heureuse, s'épanouissait, car elle avait le vent du «philanthrope» milliardaire Soros en poupe, les alizés prévaliens gonflant ses voiles, sa boussole indiquant assidûment le nord washingtonien, la barre GNBiste à droite toute et laissée au savoir-faire d'un néolibéralisme n'ayant d'horizon que la formule reaganienne : rendre les riches plus riches pour que les pauvres soient moins pauvres.

Lors d'une première conférence de presse, Madame sait trouver les mots ronflants, pour mystifier les naïfs: *«Tous les Haïtiens, toutes les Haïtiennes doivent se sentir concernés»*, une lapalissade assurément. Elle nous apprend, sans rire que : *«faire de la politique, signifie faire du sacrifice, avoir du courage, de la patience, de la discipline et une bonne compréhension»*. Ces qualités lui manquaient assurément durant sa trajectoire GNBiste anti-démocratique au cours de l'année 2003 jusqu'au 29 février 2004. Mais Madame a la bouche douce, c'est là son moindre défaut, et même si *bouch li pa su*, elle est toujours bien sûre de tout ce qui tombe de sa bouche. Par exemple, elle entend faire de la vie chère sa très grande priorité, même si elle n'en souffre pas dans sa chair bien replète, bien grassouillette et bien rondelette. Ah Madame, que vous nous êtes donc chère ! Nous, les petits cailloux exposés au soleil de la faim-chlorox, qui vous regardons, gros caillou tapi dans l'eau fraîche et claire de votre bien-être bourgeois.

Malgré deux tempêtes, Fay et Gustave, qui secouent Haïti au mois d'août, Madame n'est nullement secouée par les manœuvres dilatoires du parlement. Les secousses sismiques de messieurs et dames les députés et sénateurs, de même que les agitations torrentielles du GREH, de la Fusion, de l'OPL et d'autres particules lilliputiennes ne l'émeuvent guère puisqu'elle a l'aval, la bénédiction et le saint chrême du chef civil de la Minustah Hedi Anabi, la crème au parfum de sang en surface des crimes des forces d'occupation, sans oublier le décret de sa Majesté le roi René faisant de Madame sa reine, au grand scandale de neuf sénateurs, magouilleurs dans l'âme mais qui ont trouvé que *«les dernier événements [ndlr: deux décrets royaux] …ont profondément ébranlé les fondements de la démocratie haïtienne et suscité de nombreuses inquiétudes…»* Et que dire de l'ébranlement tellurique du 29 février 2004 dont ils étaient partie prenante?

Mais on savait bien que les rodomontades des sénateurs n'étaient que des pets de lapin et du pipi de chat, puisque l'ambassade constellée d'étoiles leur avait vite passé la camisole de force et enjoint de se mettre au garde-à-vous au passage de l'hôtesse de la Primature :*«L'ambassade fait appel à tous ceux qui sont engagés dans le processus de ratification pour accomplir leurs responsabilités constitutionnelles à travers une* ***action rapide*** (souligné par nous) *sur la déclaration de politique générale du Premier ministre»*, autrement adieu petits chèques et grosses liasses tombant du ciel de la USAID, adieu les visas pour les entrées au pays d'Alice, pays des merveilles, adieu les pots-de-vin, adieu les frottements pour se sentir au tiède des aisselles de monsieur l'ambassadeur. Et voilà donc Madame rayonnante prête à retrousser ses jupes pour traverser en toute quiétude les crues boueuses causées par les furies cycloniques de neuf insignifiants sénateurs de la république. Qui vivra verra.

Madame est donc en plume de paon, faisant la roue, prenant roue libre dans le cabriolet décapotable du DSNCRP, sigle apocalyptique pour désigner un ensemble de mesures babyloniennes, draconiennes, méphistophéliennes, de nature à privilégier davantage le secteur privé des affaires, secteurs d'affairistes affairés à faire *milyon ven* dans les corridors ténébreux du marché noir et de la politique de non investissement. Volant à cinq mille mètres d'altitude, Madame contemple froidement les surfaces englouties et dévastées par les eaux en furie du Ciel. Alors qu'il y a urgence en la demeure et qu'il faut parer au plus pressé avec les fonds consentis par Petrocaribe, car partout les gens se noient, pataugent dans la boue jusqu'à la ceinture, Madame fait la grande *nègès* et en-ce-n'est-rien lâche que *«les fonds de Petrocaribe ont été placés dans des banques étrangères»* pour faire des *pitit* étrangères, des petits US *citizens*.

Nous voilà en octobre, plus précisément le 17 octobre. Madame qui n'a pas froid au yeux mais qui est toujours chaude devant la bande découvre les charmes bucoliques de *«l'intérieur du pays»*, Marchand et Milot où Dessalines et Christophe *«se sont retirés»*. Elle s'aperçoit – et quelle heureuse trouvaille ! – que *«la fin de la trahison et de la division permettra de s'engager sur*



De gauche à droite : M. Celso Amorim (Ministre des Affaires étrangères de la République fédérative du Brésil), Mme Michèle Duvivier Pierre-Louis (Premier ministre de la République d'Haïti), Son Excellence René Garcia Préval (Président de la République d'Haïti) et M. Bernard Kouchner (Ministre des Affaires étrangères et européennes de la République française)

la vie du changement». Dans sa froide inconscience de classe, Madame a perdu l'occasion d'expliquer qui a trahi qui et qui a trahi quoi. Elle aurait pu en profiter pour faire le mea culpa de la classe des affranchis, le mea maxima culpa de la classe des généraux en collusion avec la bourgeoisie naissante et la classe naissante des grands dons, sorte de préfiguration de la macouto-bourgeoisie de ces temps-ci. Elle qui avec son équipe GNBiste et leurs affidés du clan des féodaux ont semé la division et ont trahi avec fracas, « la tête haute» (quelle honte!), l'empereur et les nouveaux libres, le 1er janvier 2004.

Entre temps: scandale à l'ONA, regain (programmé ?) de l'insécurité (car il fallait renouveler le mandat de la Minustah), chasse aux Haïtiens en république voisine, effondrement d'établissements scolaires, des millions de dollars produits de la vente de stupéfiants trouvés chez un narcotrafiquant et partagés entre la police et la Justice. Qu'à cela ne tienne ! Epanouie, rayonnante, soleillante, ensoleillante, Madame va parader et se pavaner en France, à Strasbourg, aux Journées européennes du développement. La bourgeoise strasbourgeoise est allée porter au devant des bourreaux politiques de très longue date du peuple haïtien *«les cris et la douleur de* [son] *pays…terre de liberté meurtrie par les crises humaines»* engendrées – aurait-elle pu dire – par la trahison du Groupe des 184, gros bourgeois repus alliés pour la circonstance aux non moins repus féodo-macoutards. Pathétique, racinienne presque, elle découvre *«le devoir de solidarité internationale»* et en bonne quémandeuse, comme son président, accouche dans un moment sspastique de grande douleur : *«Il est donc temps de dégager et de délivrer»*. Les membres de la Communauté européenne la tuipèrent (sous cape) et l'envoyèrent péter dans les fleurs du Champ-de-Mars. C'était en novembre 2008. En fin d'année, le bilan est catastrophique pour la dame au rayonnement néolibéral.

L'année 2009 s'ouvre sur de terribles incertitudes. Un CEP de pacotille et décrié exclut Fanmi Lavalas des sénatoriales projetées pour le 19 avril. Mi-mars, des nuages commencent à s'amonceler, masquant le soleil Premier ministériel. Deux députés, peut-être dépités de n'avoir pas eu leur part du gâteau petrocaribéen se déclarent en démon. L'un d'eux réclame «le renvoi du gouvernement» l'autre crie au «chaos». Au lendemain des émeutes de la faim, un quidam un peu cinglé ayant requis que Madame allât chercher du sang dans les pierres, elle s'en revint bredouille, quitte juste pour une petite crise de nerfs vite dissipée par un calmant made in USA.

Nous sommes déjà au mois de mai. La corruption bat son plein, de l'ONA à Port-de-Paix en passant par l'Office des Assurances Véhicules Contre Tiers (OAVCT), en république voisine on tranche la tête à un compatriote, le père Jean-Juste décède après avoir subi les affres de la prison et de la maladie, la bataille autour du salaire minimum fait rage, Madame vogue la galère de l'insouciance. Elle préfère se faire encadrer par le commissaire Clinton, le gouverneur Préval, Ban Ki Moon, le petit torchon à essuyer les saloperies de l'Oncle, et se laisser aller à quelques risettes bèbètes pour la photo de famille des décideurs du sort d'Haïti. Malgré ses connections Apaidées et Sorosées, Madame n'arrive pas à délivrer. Pour son malheur, elle a commencé à se sentir pousser – rapporte-t-on – des ailes présidentielles sans réaliser que son patron (haïtien) est très châtouilleux sur la question. Madame ne s'était pas rendu compte non plus que le Palais national lui tissait une toile d'araignée qui avait déjà attrapé tel leader de parti qui pour l'appât des billets verts s'était fait renégat, traître et transfuge.

Avec les dernières farces électorales sénatoriales que l'on sait, l'«ami» Préval s'était assuré une majorité au sénat pour en finir avec celle qu'il percevait de plus en plus comme une intruse, et même une emmerdeuse. Très tard dans la nuit fatidique du 29 octobre, *«à l'heure où les insectes défont leurs amours violentes»*, aurait dit Aragon, Madame qui du reste n'était pas au pays fut renvoyée de la Primature qu'elle aura laissée en catimini, peut-être en catimimi. Préval a fait mine de ne rien comprendre. Pourtant, non, non, Madame a été destituée, les sénateurs ont fait le coup, vous l'avez orchestré, Président Préval.

Jusqu'au coup bas prévalien, Madame se pavanait, heureuse, insouciante, indéhiscente, sous le ciel de la communauté internationale, de Georges Soros et, apparemment jusqu'ici, de Washington. Rosée de la DSNCRP, elle allait son banda de Premier ministre guidée par les diktats néolibéralistes sans se soucier de la misère galopante au pays, sans avoir jamais essayé de trouver un début de cure à la corruption, ce mal qui répand la terreur en Haïti. Agacé, le soleil de René Préval s'est éventuellement levé qui a fait évaporer les humidités matinales de madame et fait destituer celle qui avait peut-être des idées un peu trop ambitieuses au goût de ses mentors. Préval, suppôt de la communauté internationale, a-t-il, seul, osé faire le coup, lors d'une aberrante poussée de testostérone ? A-t-il agi à la demande des maîtres de sa queue dont les desseins ténébreux sont aussi hideux que leur immoralité? On finira bien par le savoir.

Et on n'a vu ni entendu personne parmi les laudateurs de la dame monter au créneau pour la défendre et dénoncer la traîtrise consommée de l'homme de Marmelade et le brutal coup bas qu'il lui a infligé. Les signataires de pétition, de «COLLECTIF OUI» en faveur de madame au poste de Premier ministre ne se sont pas manifestés, hélas ! A chacun ses petites affaires, ses frottements présidentiels à protéger. Pour une fois la solidarité de classe aura trahi madame Michèle qui semble avoir été prise au dépourvu par cette rare élégance de René Garcia Préval.

Jounen refleksyon RONMFL nan Gresye

Oganizasyon baz Fanmi Lavalas yo pa janm sispann kenbe flanbo mobilizasyon an pou reklame retou fizik prezidan Jean-Bertrand Aristide e prepare yo pou y al patisipe nan pwochen eleksyon yo, pou repran pouvwa a pou pote yon lavimiyò pou mas pèp la. Se nan sans sa a, Rezo ògàn nasyonal miltiplikatè Fanmi Lavalas (RONMFL) te òganize yon jounen refleksyon sou tèm : " Wòl mouvman popilè nan devlopman sosyo ekonomik ak politik peyi Dayiti." RONMFL ki se yon òganizasyon k ap travay pou mete kanpe ti fanmi nan tout peyi a, te òganize aktivite sa a nan Valou Beach Gresye pou kontinye konsyantize manm ti fanmi yo sou sitiyasyon malouk peyi a ap viv jounen jodi a. Pami entèvenan yo te genyen kòdonatè jeneral RONMFL lan, Romestil Pierre Melisca ak sekretè jeneral la, Saint-Fort Chrisnold ki te fè yon bon rale sou listwa mouvman popilè a nan peyi Dayiti, depi nan tan lesklavaj pase nan diferan faz nan listwa peyi a pou rive jounen jodi a, sou aspè sosyal, ekonomik ak politik li. Entèvenan yo te plede anfavè otonomi mouvman popilè a sou plan ekonomik ki pou fasilite kapasite rezistans militan yo, pou anpeche yo al vann tèt yo ak dyab.

Mèt Mario Joseph bò kote pa l te pale sou sitiyasyon dwa moun yo nan sosyete a, li te abòde kesyon dwa moun sou tout aspè sitou dwa ekonomik e sosyal yo, majorite popilasyon an otorite yo ak yon klas moun nan sosyete a toujou pase anba pye. Li te denonse sitiyasyon prizonye yo nan diferant prizon nan peyi a, kote dwa fondamantal yo pa respekte kouwè: Dwa alasante, dwa pou y al devan jij natirèl nan tan lalwa prevwa, dwa pou yo jwenn bon jan manje ak kote pou yo dòmi, kote pou yo fè bezwen yo elatriye. Li mande responsab òganizasyon yo pou akonpanye l nan batay l ap mennen pou fòse otorite yo nan peyi a respekte dwa mas pèp la. Dismie César ak rené Civil te pale sou konjonkti politik la ki domine ak yon politik deksklizyon, chanjman de gouvènman, fòmasyon yon nouvo konsèy elektoral, fòmasyon nouvo Platfòm politik, filalang nouvo envestisman nan peyi a. Dismie César nan entèvansyon l te fè resòti nesesite pou ranfòse pwojè politik mas pèp la nan pèspektiv " Tout moun se moun, men tout moun dwe viv kouwè mooun". René Civil bò kote pa l te montre nesesite pou tout manm, senpatizan ak patizan Fanmi Lavalas yo kontinye mobilize pou retou Titid e repran pouvwa politik la nan peyi a. Se responsab RONMFL lan nan Gresye, Barthelemy Gene ki te òganize jounen sa a.

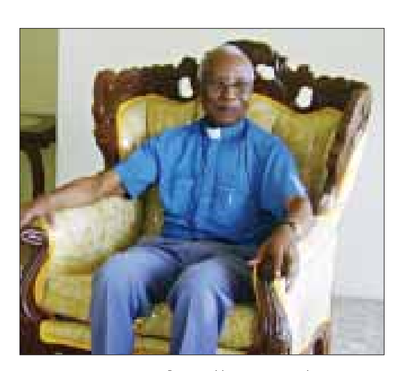
Monsenyè Willy Romelus pran retrèt li, men l ap toujou rete bò kote pèp la

Ki moun ki pa sonje gwo kokenn Romeli, youn nan gwo palto Legliz Katolik te fè nan koumansman lane 91 nan, kote li te bay peyi a yon madichon, yon toufè malere mizerab. Li te deklare: "Nan jou kap vini yo, pèp Ayisyen gen pou l manje wòch ". Pèp la pa manje wòch vrèman, paske li pa t ap kapab dijere l. Men, nan anpil kote nan peyi a, moun ap manje labou seche. Pafwa, moun ki plase pou beni, se li ki pito modi. Sa ki pa fè l poutèt yo pa vle wè pèp, yo fè l pou lajan. Menm nan Bib la nou wè sa, kote pou lajan, Balaam, yon pwofèt, pat pè ni pat krenn bay pitit Bondye yo madichon. Pou fè gran pisans yo plezi, pou plè gouvènman, pou plè boujwa peze souse, Otorite Legliz yo bliye wòl yo. Yo bliye yo dwe mache men nan men avèk pòv yo. Olye yo fè sa, yo pito vire do ba yo, kite yo mache tankou kòlonn kabrit san gadò.

Ke yon moun vle l, ke li pa vle l, Monsenyè Romelus rete youn nan otorite relijye an Ayiti ki toujou mache men nan men ak pòv yo. Li te toujou la pou l defann yo devan diktati Duvalier, devan CNG Namphi, epi anfas lame makawon Michel François ak Cedras la.

Monsenyè Romelus sete yon ti Pè nan Latibolière, kilès ki ta chwazi l kòm Evèk pou ranplase Peter apre lanmò l? Se bèl chapèl li te bati Latibolière a ki fè yo te wè nan li yon Pè pwogresis. Se konsa yo plase l nan tèt legliz Saint Louis a kòm Evèk. Sosyete a nan vil Jeremi pat divize. Tout moun te kontan.

Premye zak Monsenyè a te poze se te kraze lokal Sèk Katolik la. Tout moun t ap poze tèt yo keksyon sa k ap pase? Pou kisa Monsenyè a kraze kay sa a ki sèvi kote pou entelektyèl Jeremi yo bay konferans, fè bèl fèt ? Kèk mwa pa pase, vye kay sa a, ki te la depi sou Pè Fourquet, te tounen yon konplès. Nan bèl kay sa a, nou jwenn yon sal sinema, yon kafeterya, yon sal detant. Nou jwenn tou, sal ki loje yon Lekòl enfimyè ak yon Lekòl Dwa. Lontan, lò demwazèl Jeremi yo te vle aprann enfimyè, yo te blije swa ale Okay, swa Pòtoprens. Jounèn jodi a, gras a Romelus, Vil la vin gen pwòp lekòl enfimyè pa l. Nan lane 60 yo konsa, nou te genyen yon lekòl dedwa anfòm ki t



Monsenyè Willy Romelus

ap ponpe avoka. Lekòl sa a te blije fèmen pòt li sou lòd François Duvalier. Rezon, yon gwo makout ki pat kapab ekri non l byen te pote montre Duvalier diplòm avoka l li te dekwoche nan Lekòl Dwa nan Jeremie. François Duvalier te tèlman vekse, li te pase lòd kloure pòt Lekòl dedwa sa a. Aktyèlman, nou genyen yon lekòl dedwa pi anfòm pase jamè, gras a Monsenyè Romelus. Kolèj Sacré-Coeur, primè ak segondè mele ansanm. Nan Lasous, tou pre nouvo katedral Meday Imakile a, genyen yon azil pou pòv kongregasyon Mè Theresa a ap dirije. Lavwa Ave Maria, se youn nan Radyo ki pi pisan nan zòn grandans lan. Li jwe sou AM ak FM. Se otan bagay ki make pasaj yon bèje osi pwogresis ke Monsenyè Romelus nan Jeremi.

Malgre tout bagay sa yo Monsenyè a fè, gen anpil moun ki te konn voye toya sou li. Yo te konn fè sa pou 2 rezon:

1) Pou yon nouvo katedral li te bati, yo di te gen katedral deja, se agrandi li te dwe agrandi ansyen an, olye pou l te depanse lajan nan yon nèf. Pou yo se gaspiyay. Lajan sa a te ka sèvi pou fè yon faktori pito ki te ka bay moun dyòb. Eske Monsenyè a se yon òm dafè ? Non. Se afè legliz li konnen, li fè legliz.

2) Yo di li gen patipri pou yon gwoup pè, sa vle di genyen li renmen plis pase lòt. Avèk lòm, sa toujou rive. Jacob te gen 12 pitit. Li te renmen Joseph ak Benjamin plis pase lòt yo Jésus te gèn 12 Apot, nou te jwenn youn nan mitan yo li te prefere plis, nou vle pale Apot Jean.

Toujou nan aksyon Monsenyè a, nan lane 1977, li te fè Jean Claude Duvalier kouri kite Katedral Saint Louis papyepatèt. Men kout zepon ki te fè Duvalier kouri britsoukou a:

"Ekselans, nou byen kontan resevwa w nan Grandans, espesyalman, nan vil Jeremi. Nou byen kontan resevwa w nan Katredal Saint Louis. Jounen jodi a, gade ki valè moun ki reyini la a, manman pitit, papa pitit, kisa wap di yo ak lekòl ki pral louvri a? Moun sa yo Pepadèp kraze bank yo. Ti kochon ki ta pou sèvi yo bank twouve pa la ankò, kisa w ap di yo Ekselans "? Jean Claude te pito di pye sa m manje m pa ba w.

Answit, vin rive gwò boulvèsman politik lane 80 yo. Romelus te monte soutàn li pou l te pran defans ti pèp oprime a. Se konsa l te parèt ak yon eslogan "Nap teke boul mab la jouk kaske l kraze ". Sa vle di pèp la ap dingding gouvènman Jean Claude la jouk li tonbe. Se konsa, 7 Fevriye 86, ke makak la te kase, ranplase pa yon CNG ki te gen nan tèt li Henry Namphy ki te pou kontinye zèv Duvalier yo. Yon lòt fwa ankò, Monsenyè a te vini ak yon lòt eslogan ki se "Rache manyòk bay tè a blanch ". Anfas Jean Claude, anfas Namphy, anfas pisans lame Cedras-Michel François, nou te jwenn menm Romelus la. Kilès ki ka bliye michan mès Monsenyè a te chante nan Katedral Pòtoprens, mès ki te make yon lane kote « Neptune », yon bato Jeremi ki te koule kote plis pase 500 moun te mouri koule nan lanmè vil Petit-Goâve? Pandan mès la t ap chante pou memwa mò yo, nèg FRAPP ak militè rantre nan legliz la maspinen moun. Nou sonje Monsenyè a pat kouri al kache, ni li pat bandonnen fidèl yo. Li te rete pran kout baton menm jan ak yo nan men sovaj olye pou l te kouri. Ki reyaksyon gwo chabrak yo te gen? Nada.

Pa gen anyen ki la pou tout tan. Pafwa, gen moun ki okipe yon pòs, li tèlman rasi ladan, li panse pa gen lòt moun ki ka ranplase l. Jodi a, Monsenyè Romelus ki pat panse konsa, te wè jou retrèt li rive e li pase mayèt la bay yon lòt kòlèg Pap Benoit 16 te chwazi kote l chita sou chèz boure l la, nan lakou Vatikan. Jodia, Monsenyè Romelus pran retrèt li, men sa pa vle di li pap toujou rete kanpe bò kote pèp Ayisyen an, sitou sila yo ki vin tonbe nan yon soufrans ki pirèd ki se esklavaj.

Jean Sorel Pompée

Se Inivèsitè parese ki di kreyòl pa lang!

Ekip Repòtaj: Emanuela Paul, Kelly Demosthène, Sacza Rebecca Cadeau Asosyasyon inivèsitè ak inivèsitèz Desalinyèn – ASID

Kreyòl, se motè ki fè kilti nou mache: se konsa nou ta kapab ranmase dizon espesyalis la, Marie Rodnie Laurent. Annatandan nou koute kanmarad Laurent, nou dwe konnen po ko gen lekòl ayisyen. Gen lekòl an Ayiti, men li po ko pote siyati ayisyen. Paske ni dans nou yo, ni pawòl nou yo, ni pwoblèm nou yo po ko antre ladann. Se konsa nou ka pi byen konprann pawòl entèlektyèl parese a! Yo pa sèlman parese, yo konplekse tou, jan kanmarad Laurent di l la. Boutofen, se yon batay politik ki pran fòm dominasyon lang franse sou lang kreyòl. Entèlektyèl-jako osnon entèlektyèl-mabouya, (se konsa yon kanmarad ta di l), pa dakò sèvi limyè pou klere lang kreyòl la akoz yo pa vle pèdi privilèj y ap jwi nan sosyete a. Kesyon kreyòl la, se yon pwoblèm batay ant klas sosyal yo an Ayiti. Se yon batay pou byennèt tout moun. Dayè depi yon moun pa pè pale kreyòl, li santi li byen nan tèt li ak tout kò l. Li Marie Rodnie Laurent, epi w a ban nou repons!

Desalinyen : Fè prezantasyon tèt ou pou lektèz ak lektè Revi « Desalinyen » yo.

Marie-Rodnie Laurent : Mwen menm, se Marie Rodnie Laurent. Mwen se lengwis. Mwen anseye lang kreyòl ak lang fransè. E se avèk anpil kontantman m ap bay revi DESALINYEN an entèvyou sa a sou lang kreyòl.

Desalinyen : Kòm moun ki travay sou lang kreyòl, di nou kisa lang kreyòl la reprezante nan imajinè kolektif pèp ayisyen, nan sa nou ye kòm pèp?

M-R. L : Bon! Nou konnen pa gen pèp san lang, pa gen lang san pèp. Menm jan ou wè yon pèp kreye epi ou wè yon lang egziste sa vle di gen yon pèp epi gen nesesite tou pou pèp sa kominike. Konsa m kapab di kreyòl la reprezante tout sa pèp ayisyen bezwen pou li santi l kòm pèp. Pou l manifeste egzistans li. Pou li rekonèt tèt li nan mitan tout lòt pèp ki egziste sou latè. Se poutèt sa, san lang sa a pèp la pa ta kapab eksprime tout nannan kilti l. Kidonk, lang kreyòl la se yon gwo moso li ye anndan kilti pèp ayisyen an, se yon pakèt afè nan zafè kominikasyon anndan sosyete ayisyèn nan.

Suite à la page (14)

Haïti et le jeu des racistes

Par Morisseau Lazarre

Des pseudo-savants, disciples de François Bernier, de Pierre Gassendi, de Fontenelle, de Pierre Bayle, de Blumenbach, d'Emmanuel Kant et de toute la phalange des aristocrates de la peau, continuent d'empoisonner l'humanité avec leur théorie on ne peut plus farfelue, pour ne pas dire tout simplement irrationnelle, qui fait savoir que la race noire est bien moins douée que la race blanche, d'où la « preuve irréfutable » de la supériorité des Blancs sur les Noirs. D'ailleurs, le Grand dictionnaire universel Larousse, édition de 1866, a dit des Nègres : *« Il est un fait incontestable et qui domine tous les autres, c'est qu'ils ont le cerveau plus rétréci, plus léger et moins volumineux que celui de l'espèce blanche. »* Voltaire, cet influent cerveau de toute ère, n'a-t-il pas dit que *« la race des Nègres est une espèce d'hommes différente de la nôtre […] on peut dire si leur intelligence n'est pas d'une autre espèce que notre entendement, elle est très inférieure… Les Nègres n'ont pas été conçus pour la civilisation… Ils sont les esclaves des autres hommes »*. Un autre raciste du nom de Ernst Renan, lui, dans son ouvrage Dialogues Philosophiques, s'est montré plus catégorique en théorisant que *« les hommes ne sont pas égaux, les races humaines ne sont pas égales. Le Nègre, par example, est fait pour servir aux grandes choses voulues par le blanc.* Façon savante de dire que le Nègre n'est bon qu'à servir de marchepied aux caprices des Blancs (?)

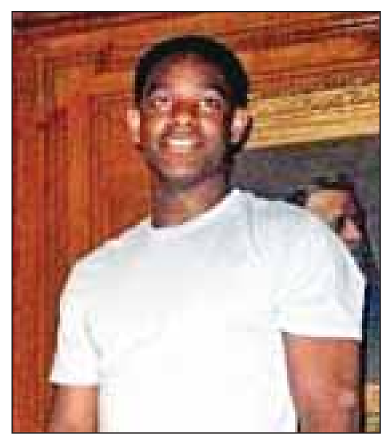
En fait, bien que l'esclavage en tant que tel n'ait pas commencé avec ce courant de pensées qui se place à l'opposé de tout raisonnement scientifique et des lois naturelles, nous pouvons dire cependant que la subjugation des Noirs d'Afrique durant des siècles par les Européens, est l'expression de ce que nous pouvons taxer de « théorie anti-humanité » sortie de ces cerveaux « anti-vérité ». Oui, nous disons bien cerveaux anti-vérité, car la biologie nous enseigne que la différence génétique qui sépare les humains n'est ni plus ni moins que 0,05 pour cent, soit quelques milligrammes de mélanine. *« La vérité est comme la lumière,* a dit Anténor Firmin, l'un des plus beaux esprits que l'humanité ait produits. *On a beau la cacher aussi longtems qu'il est permis à l'intelligence humaine de concevoir, elle brille encore dans le réduit où on la relègue : il suffit du moindre jour pour qu'elle luise rayonnante aux yeux de tous et oblige les plus rebelles à se courber sous ses lois. C'est à cette puissance, à cette intransigeance de la vérité que la science doit tout son prestige. Les savants peuvent lutter un certain temps et résister à son influence ; mais c'est toujours au détriment de leur gloire qui tombe vermoulue quand, sous l'aiguillon du progrès, l'esprit humain s'agite et déchire le voile à l'aide duquel ils ont vainement tenté de lui cacher la réalité. »*

Mais malheureusement, certains de ces rebelles dont parle notre illuminé compatriote, sont cyniques. Même devant tous les progrès de la science dont ils prétendent pourtant être des adeptes, ils refusent bêtement de se courber. Dans leur masturbation intellectuelle, ils continuent encore et continueront toujours d'accoucher d'autres immondicités comme la xénophobie, l'intolérance, l'exclusion sociale, le droit à l'ingérence, etc. comme pour défier l'ordre naturel des choses, afin de satisfaire l'orgueil, le pouvoir et les sacro-saints caprices socio-économiques de leur race, même s'il faut détruire des millions de vies, comme ce fût le cas durant la traite négrière, sans oublier la décimation des autochtones des Amériques.

Aujourd'hui, Haïti, nation née des immondicités des racistes européens, continue de supporter les conséquences facheuses pour ne pas dire révoltantes de presque trois siècles de subjugation. Les racistes ne veulent pas lâcher prise. Quand ils ne reparaissent pas physiquement et militairement pour nous imposer leurs quatre volontés, ils agissent en sous-main à travers des indigènes domestiqués, comme c'est le cas depuis belle lurette, pour nous forcer à boire la coupe d'une nouvelle forme d'esclavage bien sophistiquée.

A suivre

Décès d'un étudiant haitiano-américain



André Narcisse XII

André Narcisse XII, 19 ans, Haitiano-américain, étudiant en économie à l'Université de Yale à New Haven, Connecticut, a été trouvé mort dans son lit le dimanche 2 novembre dernier vers les onze heures du matin. Il est connu de ses camarades comme l'un des plus énergiques, sympa, loyal et intelligent. Autant que ses intéressantes plaisanteries, il est aussi connu pour ses grandes aspirations. Il a toujours rêvé d'être un grand économiste de Wall Street.

Dans la soirée du dimanche, tous ses amis de l'école, ainsi que ceux de Philippe Exeter High school, étaient réunis dans la chapelle de l'Université pour rappeler tant d'histoires à son sujet. La cause de mort d'André Narcisse XII demeure jusqu'à présent inconnue.

Deux prétendus héros… !

Par Jackson Rateau

Début de l'année 1779, sous les ordres du comte Jean Baptiste Charles Henry Victor d'Estaing, alors Vice-amiral de France, ancien gouverneur de la colonie, Lieutenant Général des Armées Royales, secondé par le Major Général le Vicomte François de Fontanges, un contingent de 500 jeunes noirs et mulâtres engagés dans l'armée coloniale de Saint Domingue fûrent expédiés à Savanah, Ouest des Etats-Unis, dans le but de renforcer, naturellement comme réservistes, l'armée insurrectionnelle américaine, afin qu'elle pût se débarrasser de la colonisation anglaise, car, cette puissance étant un rival de taille à la France pour avoir conquéri le Canada, le comte d'Estaing s'entendit avec le général Lincoln pour frapper la force coloniale anglaise.

Le contingent Saint-dominguois fût baptisé ' Les Chasseurs volontaires de Saint Domingue'. Les jeunes noirs, mulâtres, faisant partie de cette expédition furent pour la plupart Beauvais, Pinchinat, Rigaud, Christophe (alors un enfant de 9 ans), Jean Baptiste Lapointe, Villate, Lambert pour ne citer que ceux-là.

Quelques années précédant l'année 2007, coiffée d'une organisation dénommée Haitian American Historical Society (HAHS), quelques haitano-americains dont Rudolph Moïse et Daniel Fils Aimé, coordonnés par Madame Natalie Wakam Cyprien, avaient conçu le projet d'ériger à Savanah (Georgia) un monument historique en mémoire de ces héros noirs et mulâtres français de Saint Domingue qui avaient combattu sur ce champ de guerre pour l'indépendance des Etats-Unis.

Au terme d'un ambitieux projet dont le coût allait jusqu'à 400 mille dollars US, la réalisation de la statue du monument a été confiée au sculpteur américain James Mastin, et elle devait être érigée à Franklin Square, Savanah (Georgia). Un des initiateurs du projet en la personne de Rudolph Moïse, un résident de Miami, philanthrope, médecin pédiatre et acteur amateur évoluant dans certains films du cinéma haïtien, avait fait un don de 120 mille dollars US en vue de compléter le montant devant réaliser le projet.

Ironie du sort, les deux mégalomanes qui n'avaient cependant joué aucun rôle dans la bataille de Savanah, autre que la conception du projet d'érection de la statue, se sont faits immortaliser par leurs propres photographies dans le monument.

A moins qu'ils aient vécu deux siècles et demi et de surcroît restés encore jeunes, pour être parmi les héros de la guerre de Savanah. Clifton Jones, city concilman de Savanah qui passait des années à travailler pour la réalisation de ce monument avait remarqué la forte ressemblance d'une des photos à Daniel Fils Aimé.

«Quand on avait fait sortir la statue dans le camion, je ne pouvais pas immédiatement réaliser que c'était Daniel», a-t-il déclaré. Selon une critique émanant de la population de la Floride, une opposition doit rester permanente jusqu'au remplacement de ces deux figures parmi les 4 autres inconnues. Alors, ces hommes qui voulaient se faire passer pour être des héros français de la guerre de Savanah sont définitivement des Zéros.

Destitution de Michèle D. Pierre-Louis, la fin d'un rêve

Par Catherine Charlemagne

Fin de la partie pour Mme. Michèle Duvivier Pierre-Louis. Son passage de 11 mois à la tête du gouvernement n'aura été qu'une parenthèse dans sa vie publique. Bien que, au fil des mois elle ait pris goût à la jouissance du pouvoir en pensant prolonger son mandat à la Villa d'Accueil (siège du gouvernement) peut-être même au delà. Le rêve n'est interdit à personne, dixit donc Michèle D. Pierre-Louis. De cette sortie à la cloche de bois, ses adversaires de toujours ne sablent même pas le champagne, ils s'y attendaient depuis le jour même de son arrivée à la Primature. Ils s'étonnent au contraire, de sa longévité en tant que Premier ministre, la prenant pour quelqu'un qui n'avait aucune expérience politique.

Car pour eux, ce fût une erreur de penser que du fait que la « dame » ou « madam nan », comme on l'appelle depuis qu'elle dirigeait le gouvernement, brassait les millions de dollars de Georges Soros à la tête de son association FOKAL (Fondation, Culture et Liberté), elle était apte à redresser l'économie haïtienne, à apporter une autre approche dans la gestion publique du Pays et enfin, à redonner de l'espoir à un peuple en dépérissement. Pudiquement, les adversaires de l'ex-Première ministre restent assez discrets sur ce limogeage en catastrophe dont les raisons réelles leur échappent bigrement.

Ils se contentent d'observer les déboires politiques de la « dame » qui faisait illusion sur les soutiens de la Communauté internationale et particulièrement de l'administration Obama pour penser qu'elle était irrévocable et intombable, oubliant qu'en Haïti comme ailleurs, le vieil adage : « vouloir n'est pas toujours pouvoir.» Pour les adversaires historiques de l'ancienne Première ministre, le renversement de celle-ci le jeudi 29 octobre 2009 à 00h34 par 18 voix pour 0 contre et 1 abstention, n'est que la suite tragicomique de son arrivée caricaturale sur la scène politique haïtienne. Bref, la fin de l'histoire.

Pour ses partisans sincères et ceux pensant l'utiliser à leurs propres fins politiques, entr' autres, ses amis de l'ancien *Groupe des 184* et le surprenant et curieux sénateur Roudy Hérivaux se réclamant de *Lavalas,* rallié avec son compère de l'Artibonite en action (AAA), le sénateur Youri Latortue, une alliance tout de même douteuse, sa chute cache d'autres paramètres qui leur échappent. Ces partisans n'arrivent pas à croire que le chef de l'Etat puisse avoir son propre agenda, lequel ne correspond pas à celui de leur championne. Les partisans de Michèle D. Pierre-Louis n'ont été que pris au dépourvu.

Trop confiant dans les relations de Mme. Pierre-Louis et de ses puissants amis à l'étranger, ces partisans ne s'attendaient pas à une chute aussi brutale qu'inattendue d'une Première ministre de la trempe de Mme Pierre Louis qui se croyait être si au-dessus du Parlement haïtien. Selon une de ses amis, *« à aucun moment, elle n'a pensé que les 18 sénateurs povaient aller jusqu'au bout de leur décision ».* *« Ni Préval ni Lambert ne sont pas fous »* aurait-elle ajouté. La preuve est qu'elle ne maitrise vraiement rien de la subtilité politique en générale ni celle de son pays en particulier. Ses différentes embrouilles avec le Président de la République depuis quelque temps auraient pu pourtant la mettre sur la piste que la présidence cherchait à se séparer d'elle.



Mme. Michèle Duvivier Pierre-Louis

Les amis de l'ex-chef du gouvernement ont aussi une part de responsabilité dans sa destitution pour ne l'avoir à aucun moment alertée sur cette éventualité, alors même que le chef de l'Etat n'arrêtait pas de lui mettre les bâtons dans les roues. Les six sénateurs Youri Latortue (AAA/ Artibonite), Rudy Hérivaux (Lavalas/Ouest), Evallière Beauplan (Pont/ Nord-Ouest), Andris Riché (OPL/ Grand'Anse) et Edmonde Supplice Beauzile (Fusion/Centre) qui ont mené une bataille perdue d'avance pour défendre l'indéfendable ne l'ont pas fait pour sauver la peau de leur copine de circonstance mais tout simplement pour jouer le rôle qu'ils avaient à jouer. D'ailleurs, l'histoire retiendra qu'ils avaient jeté l'éponge au moment où Mme. Pierre-Louis avait le plus besoin d'eux. C'est-à-dire, au moment du vote de la censure, puisque dans le décompte des voix, il y a zéro contre.

Alors pourquoi Mme. Michèle D. Pierre-Louis a-t-elle perdu pied au moment où elle pensait que son étoile rayonnait aux quatre coins du monde et que son avenir politique était assuré par le soutien de ses amis de la Communauté internationale pour la politique et par son mentor Georges Soros pour le côté finance ? En fait, politiquement Michèle Pierre-Louis n'a jamais été dans le coup. Arrivée à la Primature avec une équipe extrêmement fermée, elle ne faisait aucune ouverture sur des personnalités politiques capables de lui apporter l'appui populaire qui lui faisait défaut. A l'inverse de son prédécesseur Jacques Edouard Alexis qui s'était entouré de diverses branches Lavalas, PLB autres que Lespwa qui lui avaient assuré une majorité confortable à la Chambre des députés.

Michèle D. Pierre-Louis était donc condamnée à échouer. La politique étant ce qu'elle est, en Haïti en particulier, même avec une équipe soudée politiquement on a vu comment Jacques Edouard Alexis avait été renversé sur une simple manipulation politique. Alors penser passer pardessus la tête du chef de l'Etat parce qu'on a le soutien du *Groupe des 184* ou de l'establishment étranger, c'est mal connaître la réalité sociopolitique de ce pays. Madame D. Pierre-Louis aurait dû savoir que son sort était scellé à partir du moment où elle avait constaté que le Président de la République s'était arrangé pour avoir une majorité au Sénat de la République.

L'ancienne Première ministre devait savoir que le chef de l'Etat est dans une logique successorale. En clair, c'est que l'actuel chef de l'Etat ne prépare qu'un successeur au Président Préval. En fin connaisseur de son monde politique, M. René Préval sait qu'il ne pouvait compter sur l'appui d'un chef de gouvernement qui n'a plus sa confiance. En plus, pas de troupes, pas de généraux et sans alliés fiables, Mme. Michèle Pierre-Louis n'avait aucune chance de faire le poids face à d'autres prétendants au trône, des poids lourds qui peuvent rassurer le futur retraité du Palais sur son avenir. Michèle Pierre-Louis a été tout simplement victime de son isolement politique et social dans le grand chambardement qui se prépare l'année prochaine. 2010 ne sera pas 2006 et le Président Préval veut se rassurer que sa sécurité sera bien prise en compte par le futur locataire du Palais National.

Il sait que même avec la MINUSTAH au bas de la porte de sa résidence, la meilleure des garanties de sécurité c'est d'avoir les autorités haïtiennes avec soi. Or, il croit savoir que son ancienne Première ministre pourrait bien le trahir comme lui il l'avait fait avec l'ancien Président de la République, Jean-Bertrand Aristide, une fois qu'il eut été investi dans ses fonctions. Ne voulant courir aucun risque, il préfère prendre le devant en attendant qu'il ait la main haute sur les institutions du pays et les moyens politiques, d'où, le sacrifice d'une ancienne amie devenue encombrante et inutile. La leçon qu'on peut en tirer dans ce vote de censure est que en Haïti, si on veut changer la donne on peut le faire aisément. Les consignes de vote dans cette « conspiration démocratique » pour employer un terme d'un ancien professeur de sciences Po à Paris, ont été politiquement, mécaniquement et mathématiquement respectés. Signe que la volonté et la décision de destitution étaient fermes et arrêtées. Cela avait été martelé sur toutes les ondes durant deux semaines consécutives : il nous faudrait 18 voix pour renverser la Première ministre.

En effet, durant cette nuit de longs couteaux, pas une seule voix ne manquait à l'appel. Les 18 sénateurs pré-requis ont exécuté, comme un seul homme, la volonté du chef de l'Etat. Tout le monde le sait. Ce ne sont pas les petits John Joël Joseph et Moïse Jean-Charles avec Anacasis en commandant de peloton qui ont mis fin au mandat de Premier ministre de Mme. Michèle Duvivier Pierre-Louis en cette nuit du 29 au 30 octobre 2009. Ces 18 sénateurs étaient présélectionnés à l'avance pour jouer aux petits soldats, exécutant les ordres du commandant en chef du Palais, un certain René G. Préval. Youri Latortue et les autres anciens militaires savent mieux que leurs collègues sénateurs ce que cela veut dire d'obéir aux ordres du chef.

Alors, leurs déclarations purement démagogiques, un brin provocatrices, consistant à faire croire qu'ils allaient adresser une

Suite à la page (18)

René Préval révoque Mme Pierre Louis Les Gnbistes en colère, Lavalas s'en fout

Par Guerby Dujour

Mme Duvivier Pierre-Louis est mise à la porte avec fracas. L'histoire retiendra qu'elle a eu à peine le temps de ramasser ses effets à la Villa d'accueil. Pourtant tout laissait croire jusqu'à récemment que tout allait bien entre les deux vieux copains qui se partageaient la propriété d'une boulangerie dans les années antérieures avant de basculer dans la politique. Cependant, si la cohabitation fût excellente, lors de la gestion de la boulangerie, elle ne l'était pas dans la gestion du pays. Normalement quand on gère une boulangerie, l'on parle de l'eau, des épices et de la farine. Mais dans le cadre de la gestion d'un pays, l'on parle de croissance économique, de santé, de la diplomatie, de l'éducation, d'infrastructure, de l'environnement et de tout le reste.

Il parait que les deux n'ont pas pu établir la différence. Autrement, le bilan annuel 2008-2009 de [PPL] Péval-Pierre Louis n'aurait pas été aussi désastreux. Ainsi l'on ne comprend pas trop pourquoi les Gnbistes sont remontés contre René Préval après qu'il eut décidé de renvoyer un subalterne dont il est insatisfait de la performance. Surtout après l'effondrement des 197 millions, dit-on, alors qu'à la vérité c'était 200 millions puisque 3 millions avaient été soustraits du Trésor pour arrondir cette somme qui devait permettre à Préval de rallier plus de secteurs à sa cause après l'oligarchie et un pan de la classe politique. Enervé, mal à l'aise, le patron a frappé du poing sur la table. Pour un prétexte, c'en était un bon pour mieux aborder l'année électorale qui s'annonce inquiétante pour le chef de l'Etat qui cherche une légitimité pour le prochain pouvoir derrière le trône à établir et qu'il risque de ne pas trouver après avoir poignardé le parti lavalas dans le dos ; formation politique dont il a eu le support pour revenir au pouvoir en l'an 2006. Il faut de toute façon contourner ce secteur, voire le dissuader, devait penser M. Préval pour assurer l'hérédité comme le veut la tradition politique haïtienne. Celui-ci a froncé les sourcils lorsqu'il a, par ailleurs appris que Mme Pierre Louis avait, sous le boisseau, des visées présidentielles et qu'elle se préparait à prendre la relève. Ce qui n'est pas dans l'agenda du président. Sur sa liste, son nom n'y était pas.

C'est la raison pour laquelle comme un âne blessé, le secteur Gnbiste qui misait sur l'ancienne patronne de la Fokal pour assurer la pérennité d'un Gnbisme plus cru, plus féroce, s'en est pris aux sénateurs de Lespwa dont Kelly Bastien, président du sénat, accusé de laquais de Préval à travers des dépêches et des éditoriaux fielleux qui charrient frustration et énervement des médias de l'ANMH . Ce qui laisse supposer qu'ils ont été démasqués. Prenant Préval pour un con pour n'avoir pas été à Columbia University comme Michelle D. Pierre Louis, les Gnbistes pensaient qu'ils pouvaient lui voler la vedette, l'assauter, lui river le clou surtout lorsqu'un certain Georges Sorros aurait suggéré, lors d'une visite au Palais National, qu'on laisse passer Pierre Louis au nom d'une certaine continuité.

Mécontent, Préval leur a cassé les ailes. D'ailleurs ce ne sont pas les moyens qui lui manquent pour s'être prostitué à un niveau plus élevé de l'échelle internationale qui lui donne carte blanche pour noyer les poissons à sa guise. Pour apaiser l'internationale qui ne voyait pas top clair l'idée de foutre Madame à la porte, le chef de l'Etat aurait fait comprendre à celle-ci que l'article 136 de la constitution lui reconnaît l'attribution de veiller sur la bonne marche des institutions dont la primature oú une bonne partie des

Suite à la page (14)

Amid Murky Circumstances:

Prime Minister Michèle Pierre-Louis Ousted

By Kim Ives

Haiti's Senate dismissed Prime Minister Michèle Pierre-Louis on Friday, Oct. 30, 2009 at half past midnight. The vote came after a raucous debate that began at about 1:00 p.m. the day before. Senators opposed to Pierre-Louis' dismissal – Rudy Hériveaux, Youri Latortue, Evalière Beauplan, Edmonde Supplice Beauzile and Andris Riché, among others – stormed out of the Senate chamber. The remaining senators voted to remove the Pierre-Louis' government by a vote of 18 in favor with one abstention. Most of the remaining 10 senators claim that the vote was "*illegal*," plagued by procedural irregularities.

The campaign to remove Pierre-Louis' government was mounted quickly. Sen. Jean Hector Anacacis, a leader in President René Préval's Lespwa coalition, told the *Miami Herald* that a group of senators held *"three days of meetings at a hotel near the palace"* and then decided to summon the Prime Minister for a no-confidence vote.

"We are the ones on the ground who hear the people's cry, who hear them criticizing us, the government, saying nothing has been done," Anacasis said. *"We have to replace the woman."*

Most of the Senator's leading the charge were from Lespwa, prompting suspicion that the move to oust Pierre-Louis originated with Préval himself.

After the Senate issued its summons and word of the impending ouster spread through alarmed diplomatic circles, U.S. Secretary of State Hillary Clinton called Préval on Oct. 23. A State Department spokeswoman would not give details of the call but told the Associated Press: *"We have made it known to the Haitian government that the perception of instability could be very damaging to Haiti at this time."*

Clearly, the U.S. and Europe liked working with Pierre-Louis, formerly the head of a large NGO heavily funded by billionaire financier George Soros. *"Clinton spoke of her concerns and reiterated U.S. support for Pierre-Louis, according to several sources privy to the conversation," the Herald reported. "Préval, in turn, told Clinton that he was not behind the move to oust Pierre-Louis and has no control over the lawmakers."*

But many observers think that Préval feared Pierre-Louis was beginning to supplant him as the Haitian leader to whom the "international community" was turning to have their



Prime Minister Michèle Pierre-Louis had become the darling of international donors, perhaps threatening Préval's political designs

agenda carried out.

"Préval was threatened by the growing power and connections of Pierre-Louis, particularly after the visits of [U.N. Special Envoy] Bill Clinton," said Mario Joseph, Haiti's foremost human rights lawyer with the International Lawyers Office (BAI). *"She was becoming the darling of the donors, who called her capable, and I think he felt she was getting too big for her britches."*

Furthermore, Pierre-Louis may have been an obstacle for the political agenda Préval is trying to push through Parliament and with elections before he leaves office in February 2011, Joseph speculated.

The ousting senators, including Anacacis, Yvon Buissereth, Wencesclass Lambert, and Joseph John Joel, played on popular anger over the lack of transparency in the spending of $197 million taken from Venezuela's PetroCaribe fund for Haiti last autumn after four storms devastated Haiti.

"Prime Minister Pierre-Louis proved she did not have the capacity nor the leadership to meet the population's expectations and satisfy its basic needs," said Lespwa Sen. Joseph Lambert. "She doesn't have social and economic policies. It's the Inter-American Development Bank and World Bank that are making economic decisions."

The Lespwa senators made it known before the Oct. 29 session that they would vote Pierre-Louis out. *"She is like an animal being led to the slaughterhouse,"* said Lambert, who also declared he would resign if she were not removed.

Pierre-Louis, however, did not attend the session, responding to the summons with an Oct. 28 letter to Senate president Kely Bastien. Saying the senators *"lacked elegance,"* she touted her government's accomplishment in finding international funding during her year in office and concluded that *"my government decides not to participate in this hearing,"* saying she would leave her post with her *"head high."*

On Oct. 30, Préval nominated Pierre-Louis' Planning Minister, Jean Max Bellerive, to be Prime Minister. Senate president Kely Bastien predicted that Bellerive, whom both houses of the Parliament must approve, would be installed in office before Nov. 18, the 206th anniversary of the Battle of Vertières, where Haitians won their independence from France.

"The ouster of the Pierre-Louis government does not signify any change in political or economic policy," writes Haïti Liberté analyst Hervé Jean Michel. "The new government will be formed by the Lespwa majority and will pursue, without a doubt, a neoliberal line."

Haiti's masses greeted Pierre-Louis' ouster with indifference. She was viewed as an opponent of former President Jean-Bertrand Aristide for signing a petition of the *Collective Non!* in 2003 which called for a boycott of Haiti's bicentennial celebration, presided over by Aristide, on Jan. 1, 2004.

From Haiti's Music Pantheon: Tropicana d'Haïti

By Kim Ives

Haiti's most well-known musical genre is *Compas Direct*, whose gentle Meringue-influenced rhythms were pioneered in the mid-1950s by legendary musicians like Nemours Jean-Baptiste and Weber Sicot. In those days, the music was performed in large halls by big bands with heavy batteries of saxophones, trumpets and vocalists.

As the decades passed and pop rock exerted its influence, the music moved more towards guitars, organs, and smaller groups. But a few bands maintained the tradition and kept the original elements and sound. Tropicana d'Haïti, founded in 1963, is one of the foremost guardians of compas' roots.

Like its famous precursor and perennial rival, l'Orchestre Septentrional, Tropicana hails from the northern city of Cap Haïtien. Its lineage includes the Jazz Capois which folded to form the Orchestre Caraïbes. But Orchestre Caraïbes was largely composed of soldiers who played in the military bands known as *"fanfares,"* found in each of Haiti's geographic departments.

"They had a problem," explains Renel Louidor, Tropicana's press attaché. "Every time the band was going to play, they had to get permission from the district's military commander. It became really difficult to gather the musicians so they decided to break up Orchestre Caraïbes and form another band with civilian musicians."

Bazile Coty, a Cuban exile living in Cap Haïtien at the time, suggested that the new band call itself Tropicana in honor of the famous Havana nightclub of the same name for which he was nostalgic. The new band adopted the name – Tropicana d'Haïti – in March 1963 and played its first two gigs (dress rehearsals really) in the northern towns of Pilate in April and in Grande Rivière du Nord in May. But its real coming-out party was when it played for the *"grande publique"* in Cap Haïtien on Aug. 15, 1963.

"That's the date Tropicana claims as its birthday," Louidor said.

Despite what Louidor describes as *"many difficulties and many scares"* in those early days, today, Tropicana is one of Haiti's most successful musical enterprises, comprising 20 musicians, two sound technicians and large networks of supporters throughout Haiti's diaspora, primarily in the United States and Canada. The band gives its musicians a one-month paid vacation every year, pays its members' hospital and health-care, and assists in their children's education.

Musicians who retire from the band are paid a weekly pension. If they die, the band pays for their funeral. If they leave children behind, Tropicana pays their school until they graduate.

The band also has a foundation called FONDATROPIC, which launched a reforestation campaign several years ago around Cap Haïtien and the neighboring town of Limbé. The project was called *"Plante Pye Bwa pou lavi ka Meyò" (Plant a Tree for a Better Life)* and was so successful that they undertook a second campaign of planting in 19 counties around Haiti's North Department as well as in towns around the West Department like Cabaret, Morne L'hôpital, and Carrefour.

This past June, FONDATROPIC contributed $5,000 to a fund-raising campaign to support the Haitian National team as it prepared for the Gold Cup and a match against Mexico.

And all that is just the public work. *"The foundation sponsors scholarships for children, and then pays for the child's schooling without the child every knowing it,"* Louidor explains. *"That is part of our unseen work."*

What is mostly seen, or rather heard, of Tropicana, however, is its music. Over the years, the band has produced over 21 albums, the latest in March 2008 entitled *"Pran Sans Nou."*

Every year, in the spring and late fall, the band tours North American cities, just as it plays in towns around Haiti in the summer. Their performances attract thousands of Haitians who dance for hours on end to the catchy jazz riffs that soothe while they move the body.

Under the leadership of longtime maestro and saxophonist Charles "Ti Blanc" Cinna Octavius, the band has become, in the words of one Haitian music website, a *"national treasure"* of Haiti. Many of the original band members are still involved with the group in one way or another, such as Emmanuel Turenne, Charlemagne Pierre-Noel, Daniel Larivière, Giordanny Joseph, Parisien Fils-Aimé, Louis Jean Lubin, and Hervé Casséus. But the band now has second and third generation members who are learning from their elders the perfectionism, hard-work and discipline necessary to keep an institution like Tropicana alive.

Tropicana's first "bal" in the U.S. every autumn is always greatly anticipated. It will happen this year on Nov. 13, 2009 at Nazareth High School on East 58th Street and Clarendon Road in Brooklyn. Tickets cost $30 in advance and $40 at the door. For more information, call 718-421-0562, 718-683-2164, or 973-600-6510.



LE CAPITALISME EN CRISE A BESOIN D'UN CONFLIT MILITAIRE MAJEUR

Nous présentons cette semaine la suite et fin de l'entretien de Jean-Loup Izambert, journaliste indépendant et écrivain, qui publie son septième ouvrage sous le titre de «Pourquoi la crise»? Aux éditions Amalthée. Pour lui, la crise du capitalisme est devenue totale. Contrairement aux déclarations de certains économistes et politiciens, il affirme qu'il n'y aura pas de sortie de crise. Pour l'auteur de la seule investigation journalistique sur les origines de la crise, le système capitaliste ne peut survivre que par la guerre. Quelle alternative pour les peuples?

Au nom de quoi l'Occident serait-il à l'abri des guerres qu'il provoque ?

Géostratégie : Est-ce à dire que les conflits régionaux actuels peuvent gagner en ampleur ?

J-L.I. : Malheureusement l'heure est à la guerre et les dirigeants occidentaux en portent la responsabilité. Ils font régulièrement la démonstration de leur recherche d'un conflit majeur, pour sauver leur système en faillite. Ils multiplient les provocations médiatiques, économiques et armées de manière répétée contre plusieurs Etats depuis quelques années. Par exemple, les dirigeants Français mènent des opérations militaires hors frontières contre des peuples (Comores, Afrique, Albanie, Kosovo, Bosnie, Afghanistan, etc.) avec une structure militaire, le Commandement des Opérations Spéciales dont le siège est basé à Villacoublay (Yvelines) en région parisienne, la plupart du temps sans consultation du Parlement. L'armée n'est plus au service de la défense du pays tous azimuts mais des besoins des sociétés transnationales et des guerres étasuniennes. Il semble que le président Sarközy de Nagy-Bocsa n'ait pas compris que le retour en puissance sur la scène internationale de la Fédération de Russie, de la République Populaire de Chine, de l'Inde et de l'Amérique latine et centrale mette un terme aux schémas idéologiques et aux alliances des années soixante-dix. Les français peuvent du reste interpeller leurs députés sur ces opérations militaires en se servant de mon livre puisque celles-ci vont leur coûter en 2009 plus d'un milliard d'euros avec l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan. Aujourd'hui, le mot d'ordre des militants nationalistes et révolutionnaires doit être « Troupes françaises hors d'Afrique ! », « Troupes françaises hors d'Afghanistan ! » L'action doit se développer afin d'entraver par tous les moyens le fonctionnement des troupes d'invasion et les centres nerveux des Etats qui participent à ces opérations militaires meurtrières dans lesquelles périssent de nombreux civils. Le temps de la guerre qui se déroule à plusieurs heures d'avion des capitales occidentales sans répercussions pour l'agresseur est révolu.

Géostratégie: Selon vous ces conflits sont donc susceptibles aujourd'hui d'avoir des répercussions en Occident même ?

J-L.I. : Les occidentaux doivent comprendre que les bombes qu'ils lâchent sur les autres peuples, l'uranium appauvri que les armées étasuniennes, françaises et anglaises n'ont pas hésité à utiliser en 1991 lors de la guerre du Golfe, puis en Bosnie en 1995, puis encore contre la Serbie en 1999, puis à nouveau contre l'Irak en 2003 avec les conséquences dramatiques pour les êtres humains et l'environnement peuvent aussi se répandre au cœur de leurs propres villes, de leurs repaires économiques, financiers et militaires. Comme le rapporte le contre-amiral Claude Gaucherand, à l'hôpital pour enfants de Bassorah, en Irak, l'une des plus modernes maternité du monde arabo-musulman avant la guerre, où naissaient 12000 enfants par an, les femmes qui accouchent ne disent plus « fille ou garçon » mais « monstre ou être humain ? » Les cas de leucémie ont été multipliés par 13 et les cancers par 6 en douze ans et ces chiffres ne font qu'augmenter. Il faut également savoir que le plus moderne institut de production de vaccins du Proche-Orient qui fût créé dans les années 1980 par une coopération de l'Irak avec les établissements Mérieux a été détruit par l'ONU et ses envoyés de l'UNISCOM avec des conséquences dramatiques pour les populations et les animaux bien au-delà de l'Irak et de sa région. L'utilisation de telles armes comme le déclenchement des guerres sans consultation du Parlement fait des dirigeants de l'époque des criminels de guerre. Donnez-moi une seule raison qui justifierait que les populations occidentales soient à l'abri des guerres offensives qu'elles laissent financer avec leurs deniers par leurs dirigeants et leurs représentants sans sourciller ? Les bombes ne seraient-elles bonnes que pour les enfants Serbes, Palestiniens, Irakiens, Africains ou Afghans ? Ce temps là est bien fini.

Les fraudeurs ne sont pas à Téhéran mais à l'UMP

Géostratégie : Les politiciens et médias occidentaux parlent de « dictature » et de « révolution manquée » contre le régime de Téhéran, menaçant d'intervenir pour la protection des droits de l'Homme. Quel est votre avis sur l'évolution de la situation en Iran ?

J-L.I. : Premièrement, le peuple Iranien a réélu le président Ahmadinedjad avec une écrasante majorité, bien plus large que celle que le peuple français a donnée au président français lors de l'élection présidentielle de 2006. Permettez-moi de souligner au passage que l'élection du président français ne respecte même pas la loi qui prévoit qu'aucun citoyen ne peut porter de nom autre que celui exprimé dans son acte de naissance, à savoir pour ce fils d'émigrés juifs hongrois, Nicolas Sarközy de Nagy-Bocsa. Visiblement, « de Nagy-Bocsa » est resté de l'autre côté de la frontière du bulletin de vote. Ensuite, je ne pense pas que le président français et son parti, l'UMP, dont une ribambelle d'élus ont vu leur élection annulée dans différents scrutins parce qu'ils avaient triché – Serge Dassault le « jeune » sénateur-maire UMP de 84 ans de Corbeil-Essonne, fabricant d'armes, a été déclaré inéligible pour un an par le Conseil d'Etat et accusé d'avoir acheté des voix ! – soient en mesure de donner des leçons de démocratie électorale à l'Iran. Ils le sont d'autant moins que d'autres élus de l'UMP ont été également déboutés de leur tentative de remettre en cause plusieurs résultats de scrutin au prétexte que ceux-ci ne leur étaient pas favorables. Le parti des fraudeurs n'est pas à Téhéran mais bien en France. L'UMP est d'ailleurs coutumier de «putsch » contre le peuple et la démocratie.

Géostratégie : « Putsch » contre la démocratie, c'est-à-dire ?

J-L.I. : Je rappelle que le 23 mars 1999, les représentants des dix-neuf pays de l'OTAN ont déclenché les frappes aériennes contre la République Fédérative de Yougoslavie sans consultation des parlements. Puis, ils ont violé une nouvelle fois la Constitution française en 2001 quand le Premier ministre « socialiste » Lionel Jospin a, d'un commun accord avec le président UMP Jacques Chirac, décidé de participer à l'invasion et à l'occupation de l'Afghanistan. Depuis les choses n'ont fait que s'aggraver et les opérations militaires extérieures pèsent de plus en plus lourdement dans le budget de l'Etat. J'ajoute que la France participe au soutien de dictatures sur le continent Africain où elle n'a rien à faire et dont elle ne conteste du reste pas les élections de dirigeants, réellement truquées celles-ci. Et voilà qu'aujourd'hui, avec leurs homologues de la petite Europe de Maastricht, ils s'entendent pour faire revoter les Irlandais qui se sont prononcés majoritairement contre le traité de Lisbonne et dont le vote ne leur convient pas ! Et ce sont ces dirigeants français qui ont la prétention de donner des leçons de démocratie à l'Iran ? Ce n'est pas sérieux. Cette réalité n'est que celle d'une classe sociale, la grande bourgeoisie, qui s'accroche au pouvoir par tous les moyens, jusqu'à la guerre, pour sauvegarder ses privilèges.

Un fait dont personne ne parle

Géostratégie : Les reproches formulés au gouvernement iranien par les dirigeants occidentaux procèdent-ils de la volonté de chercher un conflit majeur ? S'agit-il d'une opération concertée ?

J-L.I. : Oui. Plusieurs éléments prouvent que nous assistons à une tentative de déstabilisation du gouvernement Iranien préparée de longue date par les services étasuniens avec la collaboration de membres de services occidentaux et sionistes. La stratégie est la même que celle employée pour la prétendue « révolution orange » en Ukraine ou dans d'autres pays comme la Géorgie avec d'autres couleurs et d'autres valets. Vous retrouvez derrière ces « candidats de la liberté » les mêmes associations financées par des annexes des services étasuniens, les mêmes bailleurs de fonds, les mêmes campagnes médiatiques spontanées avec manifestations, pancartes, mots d'ordre en anglais, provocations, etc. Malheureusement les occidentaux, tous particulièrement les étasuniens, les anglais et les français, devront se faire à l'idée que le président Ahmadinejad jouit d'un fort soutien populaire et de la confiance des forces révolutionnaires d'Iran. J'attire du reste votre attention sur un fait dont personne ne parle : ces conservateurs petits bourgeois qui se présentent comme des défenseurs de la « liberté », de la « démocratie » et des « droits de l'Homme » ont tous le même programme politique : « libérer » l'économie.

Cela signifie privatiser avec les conséquences qui s'en suivraient pour le peuple, tout particulièrement dans le domaine de l'énergie puisque l'Iran est un grand pays producteur de pétrole. Avez-vous remarqué le silence entretenu par les médias occidentaux sur le programme politique de cette opposition ? Je ferai le reproche aux dirigeants iraniens de ne pas suffisamment mettre en avant les acquis de la Révolution islamique qui a libéré le pays du joug de l'étranger et a permis de consacrer au développement économique et social des capitaux qui partaient auparavant dans la poche des gros actionnaires des sociétés occidentales. La République Islamique d'Iran se modernise, y compris par la maîtrise de l'énergie nucléaire, et contrôle son activité économique au profit de toute la société : voilà ce que ne supportent pas les occidentaux, français compris, dont les milliardaires dirigeants des sociétés transnationales convoitent les richesses et la place stratégique. Il est évident qu'un Hossein Moussavi comme tout autre dirigeant soutenu par les occidentaux permettrait à Israël de poursuivre tranquillement le génocide du peuple Palestinien sans que cette entité ait à répondre régionalement et internationalement de ses crimes. La politique de paix développée par l'Iran s'accompagne forcément d'une dénonciation de la réalité de la politique raciste et belliciste de l'entité sioniste, que cela plaise ou non. Il ne peut y avoir d'aboutissement à plus de soixante années de conflit sans que la réalité des faits soit posée sur la table.

Il est temps d'en finir avec « l'Etat » raciste israélien

Géostratégie : La communauté internationale peut-elle encore jouer un rôle dans le règlement de la question juive au Proche Orient ?

J-L.I. : La communauté internationale n'existe plus depuis longtemps Pour qu'elle existe encore faudrait-il qu'il y ait une volonté politique commune de régler les conflits dans l'intérêt des peuples, ce qui n'est plus le cas, tout particulièrement avec ce que l'on appelle « l'Etat » d'Israël. Le président Ahmadinejad a souligné avec raison, lors de son intervention à la tribune des Nations Unies à Genève le 11 avril dernier qu'« après la deuxième guerre mondiale, sous prétexte « des souffrances des juifs », un groupe de pays puissants a eu recours à l'agression militaire pour faire d'une nation entière une population sans abri. Ces pays ont envoyé des migrants d'Europe, des Etats-Unis et d'ailleurs pour établir un gouvernement totalement raciste en Palestine occupée. Il est tout à fait regrettable qu'un certain nombre de gouvernements occidentaux ainsi que les Etats-Unis aient entrepris de défendre ces racistes auteurs de génocide. Ils ont toujours soutenu les actes odieux du régime sioniste ou sont restés silencieux face à ces actes ». Tout cela n'est que la triste vérité et nous sommes aujourd'hui confrontés à une peste sioniste qui se répand comme un poison de manière analogue à celles des nazis : pureté de la « race » qui place le juif , « peuple élu », au-dessus de tout autre être humain – et je vous renvoie sur ce point à La question juive écrit par le juif allemand Karl Marx -, implantation de colonies qui répond au besoin d'espace



Obama et Sarkozy saluant un Général de l'armée française, ces dirigeants occidentaux multiplient des provocations médiatiques, économiques et armées de manière répétée contre plusieurs Etats dans le monde

vital à l'image de l'ancien Reich allemand, populations chassées à coups d'interventions militaires, villages rasés, terres spoliées, torture, etc. L'ouvrage de Serge Thion, «Le terrorisme sioniste», est sur ce point révélateur de la terreur qui accompagne l'occupation de la Palestine par l'entité sioniste depuis 1947. Israël n'est pas un Etat mais une entité raciste sans frontières définies et sans constitution. C'est l'amie assassine du président Sarközy de Nagy-Bocsa dont l'historien Paul-Eric Blanrue décrit fort bien l'introduction dans l'appareil d'Etat français dans son ouvrage «Sarkozy, Israël et les juifs».

Géostratégie : Vous êtes l'un des rares journalistes français à soutenir l'intervention du président Ahmadinejad. Selon vous, le président Iranien n'a fait que rapporter la réalité des faits à la tribune de l'ONU ?



Les bombes ne seraient-elles bonnes que pour les enfants Serbes, Palestiniens, Irakiens, Africains ou Afghans ?

J-L.I. : L'un des rares à le soutenir ? Je ne pense pas. Sans doute dans les salons dorés des capitales occidentales et de l'ONU à Genève – et encore car il y fût applaudi par la grande majorité des participants à la déception des représentants occidentaux. Je renvoie ceux qui doutent de la triste réalité de la Palestine occupée et du racisme de l'entité sioniste à se rendre dans les pays arabes. Je ne parle pas de descendre dans les hôtels cinq étoiles pour l'interview d'une personnalité et de partager le reste de son temps entre le bar et la piscine de l'hôtel comme le font certains journalistes occidentaux. Je parle de vivre avec le peuple, d'aller à sa rencontre, de l'écouter, d'essayer de le comprendre. Ils verront alors que le président iranien jouit d'une grande popularité dans le monde arabo-musulman. Par ailleurs, un rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme qui fait suite à une importante mission d'enquête en Israël rapporte, je cite, « les nombreuses discriminations raciales (…) tant légalisées qu'empiriques, sans aucun fondement de quelque nature que ce soit » qui constituent « une violation à la Déclaration universelle des droits de l'homme, au Pacte international relatif aux droits civiques et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ».

Il est évident que si les occidentaux continuent de soutenir une telle entité raciste, ils devront finir par assumer également la responsabilité du génocide du peuple Palestinien et de la guerre qui se prépare. Depuis 62 ans cette entité viole toutes les lois internationales, procède à une véritable épuration ethnique de la Palestine, refuse d'appliquer les résolutions de l'ONU et poursuit sa guerre d'occupation et d'expansion à l'abri du discours trompeur de ses dirigeants. Vous seriez enfant Palestinien et vous auriez vu votre famille décimée sous les bombes sionistes ou chassée de sa terre, pensez-vous que vous continueriez d'applaudir aux rencontres diplomatiques sans lendemain avec un occupant qui piétine la diplomatie et les pactes internationaux jusqu'au sein de l'ONU ? Quant aux dirigeants des pays arabes au pouvoir qui ne sont, exception faite de la Syrie, que des modérés corrompus agenouillés devant les occidentaux, ils portent une lourde responsabilité dans l'extermination du peuple Palestinien et de la présence coloniale dans cette région du monde.

Géostratégie : Dans de telles conditions, pensez-vous qu'après tant d'années une solution diplomatique puisse encore être trouvée ?

J-L.I. : En refusant toute véritable négociation pour que la Palestine retrouve l'intégralité de sa terre et ses droits, l'entité sioniste empoisonne la vie politique internationale et diplomatique depuis plus d'un demi-siècle. Ce racisme religieux que les occidentaux et l'ONU refusent de combattre oblige à considérer que la seule alternative qui reste désormais pour en finir avec Israël est la guerre. Que voulez-vous qu'il reste quand des dirigeants refusent de voir la réalité des choses, d'entendre la voie de la diplomatie et donc de la sagesse ? Ainsi que je le rapporte dans mon livre, une mission d'enquête de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme conclut que «le projet politique fondateur de l'Etat d'Israël, l'instauration d'un «Etat juif» est porteur d'une discrimination à l'égard de la population non juive ». Si « l'Etat d'Israël est « l'Etat des juifs » comme le stipule l'article 7 de la loi fondamentale sur la Knesset, alors tout juif qui se trouve en dehors de cet Etat doit être considéré comme immigré. Une liste noire des Etats et sociétés qui commercent avec Israël, fournissent à cette entité du gaz, du pétrole – comme la Fédération de Russie, la Turquie, la Géorgie et quelques autres -, des armes et autres bien de consommation, doit être dressée afin de dénoncer publiquement leur participation au massacre du peuple Palestinien et d'organiser un boycott progressif et massif de leur commerce. Il faut ainsi s'opposer comme le font une centaine d'organisations, de partis politiques, d'associations, y compris juives, à l'implantation de la société israélienne Agrexco à Sète et ailleurs en France. Ce n'est qu'un aspect du



Le mot d'ordre des militants nationalistes et révolutionnaires doit être « Troupes françaises hors d'Afrique ! », « Troupes françaises hors d'Afghanistan ! »

combat qu'il faut aujourd'hui mener contre cette entité raciste jusqu'à la contraindre à la raison car chaque jour elle vole la vie et la terre des Palestiniens.

Renforcer l'action commune des peuples contre l'impérialisme

Géostratégie : Revenons à l'Iran. Pensez-vous que la République Islamique d'Iran puisse affronter la crise provoquée par les occidentaux ?

J-L.I. : Crise est un bien grand mot. Je parlerai plutôt de nouvelle provocation occidentale et d'ingérence dans les affaires du peuple iranien. Non seulement elle le peut mais elle en sortira renforcée. Il faut savoir qu'au-delà d'un appareil d'Etat en pleine modernisation, la République Islamique d'Iran dispose de militants révolutionnaires aguerris à la lutte contre les provocations occidentales, d'une jeunesse formée dans les écoles et Universités, ouvertes à toutes les couches de la population qui soutient majoritairement le régime contrairement à ce que diffusent les médias occidentaux, de penseurs et d'intellectuels riches de la culture perse, d'une religion avec laquelle la corruption et l'enrichissement personnel contre l'intérêt général ne sont pas compatibles. Il ne faut pas oublier qu'en août 1953 les occidentaux ont eux-mêmes préparé le coup d'Etat pour renverser le régime démocratique de Mohammad Mossadegh, afin d'installer au pouvoir la dictature des Pahlavi qui a plongé l'Iran dans un bain de sang. Quelques mois après son installation au pouvoir par les occidentaux, en 1954, un consortium composé de compagnies étasuniennes, anglaises, françaises et hollandaises se mettait en place pour gérer l'exploitation pétrolière de l'Iran au profit des actionnaires des grandes compagnies occidentales. Un véritable pillage de l'Iran s'est ainsi opéré pendant près de vingt-six années de dictature jusqu'à la Révolution islamique en 1978 et 1979. Il est évident que les dirigeants occidentaux entendent aujourd'hui dicter de nouveau à l'Iran sa politique économique, tantôt en lui interdisant d'utiliser l'énergie nucléaire, tantôt en le menaçant, tantôt en exerçant des pressions économiques ou en essayant de déstabiliser son régime démocratiquement élu pour imposer une marionnette à la leur solde afin de s'approprier ses richesses.

Géostratégie : Mais vous êtes vous-même athée et vous soutenez le pouvoir religieux de Téhéran ?

J-L.I. : Où est le problème ? Notre foi n'est pas la même mais je constate que le régime de Téhéran défend l'indépendance économique du pays, les nationalisations – même si celles-ci doivent aujourd'hui passer à un niveau qualitatif supérieur – et donc la possibilité pour le peuple Iranien d'améliorer ses conditions d'existence en participant plus fortement à la vie économique. On ne peut en dire de même du Vatican ou de l'entité sioniste qui sont deux des principales destinations du blanchiment de l'argent du crime organisé et du commerce des armes, ni des Etats-Unis avec leurs 60 millions de pauvres où la misère, contrairement à la République Islamique d'Iran, est en pleine expansion ! Quant à l'Union Européenne, donneuse de leçon de droits de l'Homme, elle devrait commencer par s'occuper de ses 20 millions de chômeurs, de ses 70 millions de citoyens mal logés, de ses 80 millions d'autres qui courent un risque de pauvreté dont « la moitié d'entre eux est dans une situation de pauvreté durable » si j'en crois le Rapport conjoint 2008 sur la protection sociale et l'inclusion sociale de la Commission européenne ! Où sont les droits de l'homme pour ces habitants de la petite Europe ?

Par ailleurs, la France a fait le choix de servir de refuge à une organisation armée logée à Auvers-sur-Oise, en région parisienne, qui, était, voici peu de temps, classée sur la liste noire des mouvements terroristes du Département d'Etat étasunien et de l'Union Européenne. Elle vient d'en être retirée car les dirigeants anglosaxons ont réalisé qu'ils avaient besoin de l'instrumentaliser pour développer une grande campagne contre la République Islamique d'Iran. Tout ce qui peut leur servir contre l'Iran révolutionnaire est bon. Il serait du reste intéressant de savoir de qui cette organisation reçoit des fonds et des armes en quantité impressionnante… Le gouvernement français devrait prendre garde. Que n'entendrait-on si l'Iran abritait sur son sol une organisation dont le but avoué serait de renverser le gouvernement français ?! Sans intervenir dans les affaires intérieures iraniennes, je pense que les dirigeants iraniens devraient revoir les conditions des échanges avec les pays de l'Union Européenne, tout particulièrement la France, et choisir des partenaires commerciaux plus fiables et respectueux de l'indépendance des peuples. Cela vaut pour l'Iran comme pour tous les peuples qui se lèvent sur tous les continents et qui doivent, au-delà de leurs croyances différentes, se rapprocher pour agir en commun contre l'impérialisme.

Géostratégie : Le conflit majeur dont vous parlez pourrait prendre des formes nouvelles ?

J-L.I. : Je le pense car les occidentaux semblent oublier qu'il ne peut y avoir de second Hiroshima puisque cela signifierait la fin de l'Humanité. Le président étasunien Obama qui a pris un ton aux relents de guerre froide vis-à-vis de la Fédération de Russie, devrait bien réfléchir à changer d'attitude contre le cœur de l'Eurasie. De même, son implication et celle de son administration – CIA, Institut de l'hémisphère occidental pour la sécurité et la coopération et Commandement Sud des Etats-Unis (Southcom) – dans le coup d'Etat en juin dernier contre Manuel Zelaya, président démocratiquement élu du Honduras, ne font que confirmer la poursuite de la politique belliciste et agressive de ses prédécesseurs. Vous constaterez au passage la disproportion du traitement dans les médias français entre le coup d'Etat étasunien au Honduras avec des centaines de morts et des milliers d'arrestations qui n'ont eu droit qu'à quelques toutes petites minutes d'antenne et le coup d'Etat manqué des occidentaux en Iran qui a fait chaque jour l'objet de commentaires aussi faux qu'abondants. Les Etats-Unis ne sont plus en état de dicter leur volonté au monde et leur président va devoir faire front sur le plan intérieur aux déceptions qui vont naître des promesses qu'il a faites pour être élu et qu'il ne pourra tenir.

Sur le plan extérieur les guerres qu'il entretient et les nouvelles qu'il cherche à provoquer vont accroître l'endettement et contribuer au processus d'affaiblissement majeur des Etats-Unis et du capitalisme en faillite. Imaginez ce qu'il adviendrait de la société étasunienne dans un tel contexte politique, économique et social si son président noir était victime d'un odieux attentat raciste perpétré par un groupe sioniste ou des miliciens extrémistes blancs?!… Imaginez ce qu'il adviendrait demain si les images captées par satellite et caméras sur le prétendu attentat contre le Pentagone en septembre 2001 étaient publiées ? Certains responsables du Fédéral Bureau of Investigation en ont une idée pour avoir fait saisir aux Etats-Unis certaines de ces bandes vidéos…Il est étrange, ne trouvez-vous pas, que cette manipulation et mise en scène hollywoodienne aient échappé aux « yeux du ciel » pour l'un des bâtiments les plus surveillés de la planète ? Sans doute faut-il encore laisser du temps au temps. Les occidentaux ne sont plus les seuls à maîtriser les nouvelles technologies et les peuples à qui ils ont pris leurs familles, leurs terres, leurs richesses, leur espoir, leur avenir n'ont plus rien à perdre. Ces « terroristes » là seront les libérateurs d'aujourd'hui comme l'étaient hier communistes et ses partisans dans la Résistance contre le nazisme. A mains nues ou en costume cravate nous devons être à leurs côtés, car pour eux comme pour nous, l'avenir c'est aujourd'hui la révolution ou la guerre.

Mecanopolis 7 septembre 2009

Ndlr. *Jean-Loup Izambert. Issu de l'enseignement agricole, diplômé de l'Ecole des hautes études internationales et de l'Ecole supérieure de journalisme, Jean-Loup Izambert pratique un journalisme militant. Journaliste d'investigation, il est auteur de plusieurs ouvrages, Le Krach des 40 banques (Editions du Félin en 1998), Le Crédit Agricole hors la loi ? (2001), Crédit Lyonnais, la mascarade (2003) et ONU, violations humaines (2003) tous les trois aux éditions Carnot et son dernier ouvrage sous le titre de Pourquoi la crise ? Aux éditions Amalthée (2009).*

LCR-NPA. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a été officiellement dissoute en février 2009 après 40 ans d'existence, pour créer le Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

Plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim





La faim dans le monde est en augmentation depuis le début des années 1990

Par Tom Eley

Deux organismes des Nations unies ont rapporté mercredi que plus d'un milliard de personnes, soit un sixième de l'humanité, souffriront de sous-alimentation en 2009. Le nombre d'affamés a grimpé de quelque 100 millions de personnes en un an, le résultat de la plus sévère crise économique depuis la Grande Dépression.

L'état de l'insécurité alimentaire, produit par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), explique que l'augmentation marquée de la faim dans le monde n'est pas le résultat de mauvaises récoltes ni de désastres naturels, mais bien des prix élevés de la nourriture, de la hausse du chômage et de la baisse des salaires, causés par l'homme.

Au même moment, la réduction des dons au PAM, qui totalisent à présent 58 pour cent du financement de l'année dernière, le force à restreindre ses opérations d'aide alimentaire. Le rapport indique que la hausse marquée de la sous-alimentation représente une intensification d'une tendance à long terme. La faim dans le monde est en augmentation depuis le début des années 1990. *« Même avant les crises alimentaire et économique qui se sont succédé, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté lentement, mais constamment »*, note le rapport.

La majeure partie de l'augmentation de la sous-alimentation a pris place dans les régions les plus pauvres du monde (l'Asie, l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord). *« Aucune nation n'est épargnée et, comme toujours, ce sont les pays les plus pauvres – et les populations les plus démunies – qui en pâtissent le plus »*, affirme le document, qui a été rendu public tout juste avant la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre.

Les pays pauvres ont été touchés par une série de problèmes, notamment un manque d'aide et d'investissements étrangers, une baisse des salaires et une multiplication des licenciements, une réduction mondiale sans précédent des transferts de fonds des émigrants vers des parents demeurés sur place, et des prix systématiquement élevés pour la nourriture, notent les organismes basés à Rome.

Les plus démunis souffrent toujours des effets de la spéculation de 2006 à 2008 sur les denrées qui a fait grimper les prix de produits de base tels que le riz, le blé et le maïs hors de la portée de centaines de millions de personnes. Même si les prix ont quelque peu reculé avec la crise économique de 2009, ils demeurent en moyenne 17 pour cent plus élevés qu'en 2005. Les prix élevés de nourriture ne causent pas seulement la faim. Selon le rapport, la difficulté à se procurer de la nourriture force des familles à adopter plusieurs *« mécanismes d'adaptation »*, *dont « le remplacement d'aliments nutritifs par des aliments moins nutritifs, la vente des moyens de production »*, *et « le renoncement aux soins de santé ou à l'éducation »*.

Le rapport mentionne aussi que les outils qu'utilisent généralement les gouvernements des pays pauvres pour faire face à une crise alimentaire (la dévaluation de la monnaie, les emprunts et l'aide internationale) ont été rendus inefficaces par le caractère mondial de la crise économique. Par le passé, les crises économiques ont été concentrées dans une seule nation ou région, souligne le document.

Même si la faim extrême est plus grave dans les pays moins développés, la misère sociale est en hausse parmi les travailleurs et les pauvres des économies avancées, où le rapport estime que 15 millions d'individus souffriront de sous-alimentation en 2009. Cette statistique est plutôt une sous-estimation de la crise alimentaire dans les pays avancés. Aux Etats-Unis seulement, 36,2 millions d'individus vivaient dans des ménages faisant face à « l'insécurité alimentaire » en 2007, c'est-à-dire avant le début de la crise

Suite à la page (16)

Cuba: discours prononcé à l'Assemblée générale des Nations Unies sur le blocus des Etats-Unis

Discours prononcé par le ministre des Affaires étrangères, M. Bruno Rodríguez Parrilla, à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question: "Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique" - New York, 28 octobre 2009



Le ministre des Affaires étrangères de Cuba, M. Bruno Rodríguez Parrilla, à l'Assemblée générale des Nations Unies

Monsieur le président, Messieurs les représentants permanents et Messieurs les délégués:

Alexis García Iribar, né à Cuba dans la province de Guantánamo, souffre d'une cardiopathie congénitale. À 6 ans déjà, après plusieurs reports successifs d'opération et face à des complications, il a dû subir, le 9 mars 2009, une opération à coeur ouvert parce que le gouvernement des États-Unis a interdit aux sociétés étasuniennes NUMED, AGA et Boston Scientific de vendre à Cuba les dispositifs Amplatzer et Embolization Coil permettant de pratiquer le cathétérisme pédiatrique qui remplace l'intervention chirurgicale. Je pourrais citer 12 autres cas d'enfants âgés de 5 mois à 13 ans qui ont subi une intervention similaire au cours des 18 derniers mois, dont deux cas postérieurs au 20 janvier dernier.

Les enfants cubains, souffrant de leucémie lymphoblastique et rejetant les médicaments traditionnels ne peuvent recevoir le médicament étasunien Elspar (Erwinia L-asparaginasa), créé précisément pour les cas de rejet. Par suite, leur espérance de vie se réduit et leur souffrance augmente. Le gouvernement étasunien a interdit à la société Merck and Co. de le vendre à Cuba.

Il nous a été impossible d'acquérir un appareil d'analyse de génomes, indispensable pour étudier l'origine du cancer du sein, du côlon et de la prostate, fabriqué par Applied Biosystem (ABI).

La société Lactalis USA, producteur de produits lactés, s'est vue infliger une amende de 20 000 dollars par le gouvernement étasunien.

Depuis l'élection du président Obama, le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba n'a fait l'objet d'aucune modification. Il demeure intact.

Il constitue toujours une politique absurde génératrice de carences et de souffrances, ainsi qu'une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'homme. La Convention de Genève de 1948 le classe dans la catégorie des actes de génocide. Il est moralement inacceptable.

Le blocus est un acte arrogant et inculte. Récemment, le gouvernement étasunien a empêché l'Orchestre philharmonique de New York de se produire à Cuba. Les artistes cubains ne peuvent percevoir aucune rémunération pour leurs prestations devant le public étasunien. Comment peut-on considérer la création artistique comme un crime ?

Microsoft a bloqué l'accès à Windows Live à Cuba parce que, comme on peut le lire, lorsque l'on tente de se connecter à ce service, il en est ainsi "pour les usagers des pays soumis à l'embargo par les États-Unis ". Même chose avec les sites Web Cisco System, SolidWorks et Symantec. Le blocus limite la largeur de bande et la connectivité de Cuba. Il nous est interdit de nous connecter aux câbles sous-marins à fibre optique qui passent près de nos côtes. Pourquoi le gouvernement des États-Unis entrave-t-il la libre circulation de l'information et l'accès aux nouvelles technologies ? Mais ces interdictions, inhumaines et d'une autre époque, ne s'appliquent pas seulement à Cuba mais également aux pays que vous représentez.

La société Philips Medical n'a pas respecté son obligation contractuelle de livrer des pièces de rechange pour les équipements médicaux achetés pour 72,7 millions de dollars et installés à Cuba et au Venezuela. De plus, elle a été condamnée à 200 000 dollars d'amende. C'est une société hollandaise à laquelle le gouvernement étasunien applique, de manière extraterritoriale, le blocus.

La société Hitachi a déclaré qu'elle ne pouvait vendre à Cuba un microscope à transmission électronique, indispensable pour étudier l'anatomie pathologique, et la société Toshiba a déclaré la même chose au sujet d'une chambre gamma et d'appareils de résonance magnétique et d'échographie de haute précision. Ce sont deux sociétés japonaises auxquelles les États-Unis appliquent aussi le blocus.

La société Sensient Flavors, du secteur alimentaire, s'est vue interdire par le gouvernement étasunien d'exporter à Cuba, en dépit du fait qu'il s'agisse d'une filiale ayant son siège social et étant établie au Canada. La société allemande Siemens a refusé de nous vendre un transformateur 125 MW MVA, au motif de "son obligation de suivre certaines règles étasuniennes". Une des ses filiales – installée au Danemark – a refusé de vendre un équipement pour une cimenterie cubaine au motif que celui-ci était sous le coup d'une interdiction étasunienne. Al Australia & New Zealand Bank Group (ANZ), dont le siège social est en Australie, s'est vue infliger une amende de plusieurs millions de dollars pour avoir réalisé des opérations avec Cuba.

Il a été interdit aux 1 941 navires qui ont accosté à Cuba entre juillet 2008 et juillet 2009 d'entrer dans les ports étasuniens pendant cent quatre-vingt jours.

Le Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, qui comprend celui présenté par Cuba, contient de nombreux autres exemples.

Les délégués étasuniens mentent lorsqu'ils affirment que le blocus est une question bilatérale. L'application extraterritoriale des lois du blocus, telles que la loi Helms-Burton et la loi Torricelli, contre les États représentés à cette assemblée constitue une grave violation du droit international, de la Charte des Nations Unies et de la liberté de commerce et de navigation. Durant la dernière période, les mesures du blocus ont été appliquées à, au moins, 56 pays. Il appartient donc à l'Assemblée générale de s'occuper de cette question. 76 p. 100 des Étasuniens, selon de récents sondages menés par des instituts de ce pays, sont opposés au blocus. Ignorer cette volonté de changement et maintenir le blocus est anti-démocratique.

En temps de chômage et de crise économique, on interdit le marché cubain aux entrepreneurs étasuniens. On leur interdit d'investir à Cuba. Les sociétés du monde n'ont pas de concurrence étasunienne à Cuba parce que le gouvernement des États-Unis l'interdit. Qu'y aurait-il de mal à ce que les Étasuniens aient accès aux produits cubains ? Qui serait affecté par la création de nouveaux emplois dans les ports étasuniens du fait du développement de relations commerciales normales entre les deux pays ? Pourquoi les Étasuniens ne peuvent-ils pas avoir accès aux médicaments cubains de nouvelle génération pour le traitement du cancer ou du diabète et aux technologies nécessaires à leur production qui ne sont disponibles qu'à Cuba ? Pourquoi la société Bacardí, qui a financé le lobby qui a imposé la loi Helms-Burton, élude la concurrence et oblige les Étasuniens a acheter, plus cher, une mauvaise imitation du rhum cubain ? Pourquoi un havane doit être hors de portée et exotique dans ce pays ?

Le président des États-Unis a semblé prisonnier du passé lorsque, le 11 septembre dernier, il a prolongé d'une année supplémentaire l'application du blocus en en motivant sa décision par "l'intérêt national des États-Unis" et en se fondant sur la Loi sur le commerce avec l'ennemi de 1917, applicable uniquement en cas de guerre et en vigueur seulement à Cuba.

Aucune personne sérieuse ne peut soutenir que Cuba constitue une menace pour la sécurité nationale de l'unique superpuissance. Toute notre force est celle du droit, de la vérité et de la raison. Que l'on cesse d'inclure Cuba dans les listes fallacieuses des États qui soi-disant parrainent le terrorisme – ce qui constitue le fondement de certaines mesures du blocus – et que l'on signe immédiatement la libération de nos Cinq héros, combattants anti-terroristes injustement incarcérés dans ce pays.

Le 11 septembre 2001, Cuba a ouvert son espace aérien et ses aéroports afin que tout avion étasunien qui en ait besoin puisse disposer d'un endroit pour atterrir. Elle a offert du plasma, des antibiotiques et du personnel sanitaire, puis des antibiotiques et des appareils de protection contre l'anthrax. Elle a de nouveau fait un geste généreux en offrant d'envoyer des médecins lorsque le cyclone Katrina a frappé la Nouvelle-Orléans.

Cuba est un pays hospitalier qui invite les Étasuniens à le visiter, les intellectuels, les universitaires et les

Suite à la page (16)

Gede : De Tiburon à Port-au-Prince

Par J. Fatal Piard

Gede n pral wè Lwa a yo
Oooo Gede Nibo o o
Gede n pral wè Lwa a yo
Gede Nibo pral pale avè yo o
(bis)
Fè yon demann pou mwen
Chante Vodou Ayisyen

Ayiboboooo. Ce samedi 31 octobre, nous sommes partis de cette capitale saturée bien avant que l'aube nous surprenne. Quelques minutes avant huit heures, nous étions devant les feux rouges au carrefour des Quatre Chemins, après avoir traversé ce lit mesurant plus que 300 mètres où n'importe quelle goutte de pluie peut être synonyme de traumatisme. *Depi lapli tonbe, ou ka cho.* Les vestiges des engins lourds de la compagnie Friedrich destinés à la construction du pont témoignent de la furie de ces eaux impitoyables. Arrivé enfin aux Anglais, les activités Gede n'y étaient pas effectivement. Cependant au milieu de ce cimetière qui borde la route, une bande de rara assurait l'animation. Simultanément des libations agrémentées de signes cabalistiques rendaient hommage à un membre de ce groupe disparu récemment.

Cap vers Tiburon. A part cette autre bande de rara que nous venions de croiser, nos attentes sont restées insatisfaites. Des tonnes de cirrus qui s'accumulent à quelques mètres de nous, nous font penser aux dangers que représente la ravine des Anglais, *ki pa jwe ditou lè l pa sou san l.* Les premières cordes sauvages de pluies battantes nous invitent à nous précipiter. Plus de trois heures après avoir donné dos à Tiburon, nous disions bonsoir à la ville des trois frères Rigaud. Là, pas d'activités Gede proprement dites. Mais des hauts parleurs placés sur les galeries, diffusant de la musique racine, rappellent aux vivants que cette date est strictement réservée aux morts.

Le lendemain dimanche, nous voici dans ce cimetière assez mal entretenu en plein dans la ville. Plusieurs proches, en particulier des jeunes, sillonnent les allées. Les *pè savann* disposés à vendre des libéras comme à Port-au-Prince ne sont pas vraiment nombreux. Un petit saut à Fonfred plus précisément à Mapou Simon, nous a permis d'avoir quelques plans de la sépulture d'Antoine Simon, ancien président d'Haïti.

Dans l'après-midi, une conférence organisée par la branche Sud de la Komisyon Nasyonal Vodou (KONAVO) présentait un panel assez varié dont un prêtre du Vodou, un adepte de l'Islam et le docteur Bellevue responsable de la section chirurgie de l'Hôpital Immaculé des Cayes. *« Il faut que les adeptes du vodou consentent le lourd sacrifice d'effectuer des recherches en vue d'approfondir la question du Gede. Une approche scientifique nous permettra d'asseoir des thèses pour que le Vodou puisse réellement jouer son rôle de vecteur de changement en appui à un processus de développement endogène. En outre c'est l'une des meilleures armes idéologiques et spirituelles pouvant venir à bout de l'hypocrisie maligne de l'occident prédateur »*, nous a déclaré le docteur Luckner Bellevue.

Les débats ont montré que la thématique n'est pas tout à fait bien maîtrisée par ceux qui sous estiment la dangerosité des astuces de l'occident et sans savoir lui servent de porte parole. De toute évidence les approches anticonformistes du docteur Bellevue, exprimées dans une crudité congrue lui ont valu l'étiquette d'athée. *Ate se rans.*

Anba Veritab, non loin de Gabion, un cercueil vide est porté sur la tête par deux hommes visiblement *sou kou pipirit*. Les vibrations des cornets qui s'enchevêtrent au rythme des tambours démontrent le symbolisme du Gede où les morts sont bien vivants. Lundi 2 novembre, est le jour consacré exclusivement aux morts. *Bèl bagay nèt.* Dans la ville, de rares Gede sillonnent les rues. *« Etonnement, je n'ai jamais vu une telle affluence au cimetière des Cayes. Parait-il que le respect pour la mémoire des disparus est de plus en plus évident. Mais les autorités municipales pourraient au moins s'occuper de la propreté de cet espace réservé aux morts»*, a constaté l'agronome Génel Dorival.

Et cette situation d'insalubrité de cette ambiance de pneus enflammés d'où montent des tonnes de fumées noirâtres lui donne pleinement raison. En route vers Port-au Prince. Première pause, Cavaillon, pas d'activités visibles. Deuxième escale Saint Louis du Sud où le cimetière borde la route nationale.

Les riches végétations sont la preuve que ces morts sont traités de la même façon dont Jason traite la capitale haïtienne : *Fatra ak raje sèlman*. A l'initiative de la branche d'Aquin de Konavo, d'intenses activités culturelles ont été organisées. *Tout rara Aken nèt pran lari. Anpil kout vaksin. M pa bezwen di w si n fè de yayad banda, se Gede.* Des hauts parleurs surmontant les murs du cimetière crachent des décibels sur un rythme racine. *Se pa de plezi. «Nous avons sollicité le concours de la Mairie d'Aquin pour commémorer dans la dimension qui lui est due le jour des morts. En dépit de contraintes insurmontables, nous sommes parvenus à concrétiser nos objectifs »*, a déclaré Badeau Olès, à titre de secrétaire général de Konavo d'Aquin.

Parallèlement, une communication établie avec Jerson Philippe nous a fait savoir que des rites funéraires sont tenus dans certaines loges de la capitale. Ils sont constitués essentiellement de prières et de dévotions pour les âmes trépassées. Le cimetière de Drouillard, réaménagé pour la circonstance, a reçu les proches des disparus. Les bandes de rara y ont aussi fait danser les morts.

5 heures exactes, *nous bab pou bab ak gran simityè Pòtoprens*. Légèrement à gauche de l'entrée, une exposition d'œuvres d'art nous a attiré par son magnétisme irrésistible. Pièces de récupération, sculptures, peintures constituent l'ensemble de ces œuvres. Plus de 35 créateurs dont sept enfants ont exposé leurs œuvres. *« C'est à l'initiative de l'Organisation Grann Brijit que s'est tenue cette exposition. C'est aussi la preuve que le culte des morts manifesté à travers ces œuvres plastiques, jusqu'à date, est observé scrupuleusement et se renforce même».* C'est que nous a fait savoir Ronald Borno. Monsieur Borno peintre, décorateur et artisan, est commissaire de cette exposition. D'autres créateurs avec qui nous nous sommes entretenu, nous ont fait part de leur satisfaction d'avoir pris part à cette exposition. Juste le temps de traverser le pont avant de franchir cette barrière géante, du clairin de la soupe agrémentés de pain de cassave et d'autres ingrédients comestibles coulent à flot sous nos pas.

Après quelques minutes, nous voici au sommet de cette tombe intercalée entre Bawon Sanmdi et Grann Brijit. Les rayons des puissants projecteurs du Stade de Sylvio Cator projettent sur les tombes les reflets des gens. De peu l'on aurait dit que c'est un chorégraphie des ombres mouvantes ou des Zonbi Mannmannan. *«Sali Manbo, Sali Manbo kay la pou mwen kay Ajenikon na prale».*

Sur cet air d'invocation fredonné par les instruments à vent, harmonieusement accommodés, qui bercent nos âmes encore attachées à la culture authentique, la bande de rara Grann Brijit salue Bawon puis Grann Brijit avant de ressortir par la rue Monseigneur Guilloux. A droite de la gardienne du cimetière, une peinture signée de Sanba Nason, retrace une scène de danse où Grann Brijit et son Mari Bawon se déhanchent tout en ingurgitant de grandes lampées de kleren tranpe.

Devan, dèyè nan mitan Grann Brijit ak Bawon moun sou moun. Se pa de kalòt ou byen kout fwèt Bawon pa pran. Avec toute l'envie de voir, d'observer, d'invoquer et d'implorer la clémence des morts de bonne volonté, les membres du service de sécurité nous invitaient gentiment à vider les lieux. Non sans regret *n bije mache pòs nou.*

Mais l'exposition et l'animation créées *par Grann Brijit bann* nous y ont retenus pendant longtemps encore. A Lalue des milliers de jeunes dansaient au rythme de ce rara. Point n'est besoin de vous dire que de Tiburon à Port-au-Prince, Gede c'est la vie et non la mort, contrairement à ce que peuvent penser les sous-fifres de l'occident empêtré dans son masque de chrétien, oh combien trop cruel et surtout hypocrite.



Au milieu de ce cimetière qui borde la route, une bande de rara assurait l'animation

René Préval

Suite de la page (8)

197, voire 200 millions du Pétro Caribe engloutis. D'oú le sens du ralliement de l'internationale qui s'est laissée convaincre. En témoignent les communiqués de l'ambassade des Etats-Unis et de la Minustah qui semblent casser toute velléité des Gnbistes de se servir du renvoi de leur colistiĕre pour faire éclater une crise.

Connaissant Préval pour son expertise en matiĕre de complot, ce ne serait pas étonnant que Mme Pierre Louis connaisse un court séjour au Pénitencier national pour justifier son coup qui charrie deux choses: rallier le lavalas qui lui tourne le dos pour cause de trahison et castrer les Gnbistes après s'en être servis au nom de la "stabilité". Ce n'est pas pour amuser la galerie que celui-ci avait déclaré lors du rassemblement des ASECS et des CASECS la semaine écoulée ã la Croix-des-Bouquets qu'il reste lavalas. Une expression qu'il avait bannie de son vocabulaire politique. Donc, l'orchestration de cette vaste opération de déchoukage de la Premiĕre ministre censurée qui avait provoqué le départ de l'ex président Aristide ã travers le collectif "NON" participe d'emblée d'une démarche électoraliste.

Sachant qu'il a été traité en parent pauvre pendant ces six derniĕres années, le secteur politique dominant l'électorat national, le lavalas, composé de la masse des pauvres qui n'ont jamais rien, n'a daigné prêter le flanc aux manoeuvres malsaines de Préval et de sa commère, Mme Pierre Louis et encore moins aux jérémiades d'une classe politique qu'on est entrain de remiser aprĕs qu'on s'en est servi comme une vielle serviette sale et malodorante. Ainsi il n'a rien ã y voir car il est ici question d'une querelle de famille. La famille Gnbiste obsédée par la gloutonnerie d'un pouvoir dont elle se sert pour s'enrichir au détriment d'un peuple qui mange le diable par la queue et qui, faute d'un petit pain chez lui, se rend en Dominicanie pour se faire lyncher ã chaque fois.

La bouleversante déclaration du diplomate américain ã Port-au prince, Kenneth Merten, ã savoir qu'il ne faut pas toucher ã leur baby, René Préval, au risque de se faire tabasser, confirme encore plus le fait qu'on ne veut plus de ces corrompus, de ces nains dont on en a assez du crétinisme, de la stérilité et de la cécité politique. Cette déclaration est la seconde en six ans, faite par un second diplomate américain, installé chez-nous avec la nuance que la premiĕre exigeait le renouvellement de cette classe politique dont nous assistons aujourd'hui ã l'enterrement.

Bref , le lavalas n'aurait rien ã gagner ni ã perdre dans ce conflit inter-Gnbiste pour le contrôle d'une basse-cour dépourvue de volailles. Il devrait plutôt miser sur sa capacité de mobilisation et de sa force de persuasion pour reprendre le contrôle de la barque nationale qui vogue sur une mer démontée avec un capitaine sombré dans l'ivresse et son assistante plus intéressée à autre chose qu'à gouverner. Car l'absence de scrupule de ces gens qui nous gouvernent devrait interpeller notre sens de civisme pour pousser ensemble un grand cri, exigeant qu'on laisse un répit à cette nation qu'on devrait longtemps déjà orienter vers une intifada réelle, cette fois-ci pour mettre fin ã ce féodalisme politique qu'ils nous imposent au mépris du bon sens, de la morale, de la raison et de l'esprit.

Kreyòl pa lang

Suite de la page (6)

Desalinyen: Gen moun ki di kreyòl la pa lang. Yo di li se yon patwa, dyalèk. Nan nivo gramè, semantik, sentaks, chan leksikal, eske daprè ou kreyòl la ranpli kondisyon pou li yon lang tout bon vre?

M-R. L: Mezanmi nan lane 2009, kesyon kreyòl pa lang se pa yon kesyon pou nou poze ankò. Si trantan avan nou te konn ap poze kesyon sa a, jounen jodi a eksperyans ki fèt nan lang lan pèmèt nou efase kesyon sa nan lis kesyon nou kapab poze sou lang kreyòl la. Kòm konsèy m kapab bay moun ki ap òganize deba, konferans, elatriye, se pou yo pa pèdi tan nan refleksyon sou poze kesyon sa a, paske tout moun rekonèt kreyòl se yon lang tankou tout lang [1]. Kèk grenn moun ki ap devalorize lang la se vyann ki mal pou kuit, nou pa bezwen okipe yo: yo konnen kreyòl la se yon lang.

Kounye a, anvan m antre nan nivo gramè, sentaks, semantik ak chan leksikal, m ap souliye menm lè yo te konn di kreyòl la se yon dyalèk, dyalèk la se yon varyete rejyonal. Epi anndan tout lang, gen dyalèk. Kòm egzanp, mwen menm, mwen ki sòti nan Nò e ki pale kreyòl, nan bouch mwen gen dyalèk nò a. Lè m kwaze yon moun Nò parèy mwen ki di m « Pitan m kòman w ye? [Pitit mwen, kòman ou ye?]», pitan m sa a se nan zòn Nò a w ap tande l, se nan kreyòl rejyonal nò a ki genyen l: se sa ki rele dyalèk. Si m rive Okay m tande yon moun ap di « M pe mache [m ap mache] », pe sa a ki ranplase « ap » nan jan moun nan Sid pale kreyòl an jeneral, se li ki make varyete rejyonal zòn nan, ki pèmèt nou di men kòman moun nan Sid pale. Mezanmi nan tout lang gen sa, nan tout peyi gen sa. E nou konn wè fason yon gwoup pale nan yon sosyete yo rekonèt li. Nou kapab rele sa dyalèk tou. Tankou nan peyi Etazini, gen yon ekip gwoup jèn ki chwazi pale anglè fason pa yo, yo rele li « sleng » e sosyete a aksepte li. Kidonk sa rive nan tout lang. Lè yo te konsidere kreyòl pa t lang, se te yon dyalèk la, se te yon fason pou yo kraze lang kreyòl. Yo te bezwen demontre li pa ka nan nivo tout lòt lang. Nou depase nivo sa a. Depi yon lang kapab sèvi pou kominike, li se yon lang! Paske kominike a vle di ou pale, mwen pale, nou konprann. Lè nou gade nan lang kreyòl la nou kapab kòmanse pale depi jodi a jouk rive demen, nou pa janm bloke nan sa nou vle di. Alòs, kòman pou nou ta di lang sa a li pa yon lang?

Genyen kèk bagay yo konn sèvi pou di kreyòl la pa yon lang se lè yo bezwen eksplike bagay syantifik yo. Men nou konnen etap sa tout lang te pase ladan l. Fransè te pase nan etap sa tou. Moun k ap bay pwoblèm nan nivo sa, se plis inivèsitè reyaksyonè, parese. Yo pase lekòl, yo jwenn yo genyen yon lang, men yo gen parès entèlektyèl pou yo chita pou yo di : « bon kòm kreyòl la gen yon nivo li poko rive, n ap travay pou n fè l rive nan nivo sa ». Nou pa wè tout konba franse mennen pou l rete egziste ? Tout konba peyi Lafrans ap mennen pou angle pa toufe vokabilè li ? Ebyen poukisa? Se pou lang franse a pa disparèt paske nan mouvman mondyalizasyon an, Etazini tèlman gen pwa, lang li an ap vale teren. Lang se yon bagay ki dinamik, lè li nan rapò avèk yon lòt lang li gen tandans pou l pran mo ki nan lòt lang sa a. Se poutèt sa Lafrans ap mennnen konba l la. E nou menm bò isit, poukisa nou pa fè menm jan an?

Gen pwofesè nan inivèsite a aktyèlman k ap goumen kont lang kreyòl la. Y ap di piske lang kreyòl la pa ka eksplike yon seri fenomèn syantifik, li pa ka pale pawòl syantifik, li pa yon lang. Si yon lang pa ka pale pawòl syantifik se paske moun ki ap evolye nan lang sa se yon ekip parese. Moun ki fè inivèsite men ki pa rekonèt wòl yo kòm moun ki pou vini pote konesans pa yo nan konstwi sa ki rete pou konstwi nan lang lan. Sa nou rele konsèp yo, se nou menm entèletyèl ki pou travay nan kèlkeswa domèn nan pou kreye konsèp nan lang lan. Nan sans as, yon moun ki gen fòmasyon nan lengwistik kapab mete tèt li ansanm ak yon medsen ki metrize domèn medikal la pou mete konsèp kreyòl ki pa t ko egziste nan domèn sa sou pye.

Pou sa ki konsène gramè a, fòk nou di yon lang egziste ak tout gramè l. Gramè a pa vini anvan epi lang lan vini aprè. Anpil fwa lè nou wè y ap anseye ti moun yo lekòl, yo tonbe anseye yo gramè yon lang. Anndan lang lan ou jwenn gramè a. Lè w ap pale lang lan, se gramè a w ap aplike. E lang kreyòl la gen pwòp gramè pa l, pwòp sentaks pa l. Kisa nou rele sentaks la? Ebyen sentaks la se lòd mo yo respekte anndan yon fraz. E se lòd sa ki pral detèmine èske sa w ap di a gen sans oubyen li pa gen sans. Se sa k fè depi ou di yon bagay ki gen sans pou ou rive kominike avèk moun, yon bagay ki respekte lòd sentaks la, lòd gramè a fikse pou lang lan : ou kapab di ou pale yon lang. An nou fè yon ti pase sous zafè leksik la. Tout lang prete mo nan men yon lòt lang. Nou pa dwe gen okenn konplèks parapò ak yon lang ki ap prete mo nan men yon lòt. Mezanmi, tout lang sou latè fè sa. Franse fè l nan grèk, li fè l nan laten. Atò poukisa nou menm lang ki nan zanviwon nou yo pou nou pa ta prete ladan yo? Si nou konsidere kesyon leksik la epi nou pran yon mo tankou atawola. Atawola m pa kwè gen 80% Ayisyen ki konnen l, men se yon mo ki egziste nan lang lan. Ann gade kisa mo sa vle di. Tankou lè yon moun di mezanmi mwen voye timoun nan nan mache atawola li poko vini. Atawola a vle di jiskounye a. E ki kote mo sa sòti? Atawola sòti nan espayòl, nan panyòl ki tou pre nou la a. Li te vini nan yon epòk byen detèmine ki se epòk lè brasewòs ta pral koupe kann Ladominikani. Atawola egal « hasta ahora » nan lang espayòl ki vle di jiskounye a. « Hasta ahora » vin bay yon mòd atikilasyon atawola ou p ap jwenn nan okenn lòt lang. Se konsa dinamik lang yo fèt, dinamik echanj nan lang yo fèt. Menm lè w ap prete fòk ou adapte l ak lang pa w la. Konsa nou wè atawola respekte mòd atikilasyon lang nou an, òtograf lang lan, li respekte tou fason Ayisyen pwononse lang lan. Alò, kòm mwen di yon lang se yon bagay ki dinamik, li prete mo nan lòt lang ki nan kontak avè l pandan l ap evolye e li konstwi tèt li. Se vre pi fò vokabilè lang kreyòl la li prete yo nan lang franse men sa pa anpeche l yon lang pou sa. Se kontèks kolonizasyon fransè yo lè lang kreyòl la t ap pran nesans ki eksplike sa. Men, menmsi vokabilè franse yo anvayi kreyòl la, sa pa vle di kreyòl la pa lang pou sa. Sa vle di se lang franse ki te pi pre l pandan l t ap fòme l, men estrikti, baz, sentaks lang kreyòl la menm pwòp avèk li menm. Lè w ap fè konparezon sentaks kreyòl ak sentaks franse, ou wè vrèman vre ou gen de lang diferan. E mwen ankouraje noumenm anndan ASID, noumenm etidyan syanzimèn mwen wè ki vrèman angaje nan batay pou lang kreyòl la, pou n fè demonstrasyon konsa pou moun. Demontre moun k ap pale kreyòl la mal, chak lang gen estrikti pa l. Gen bagay ou di an franse ou paka di l an kreyòl, gen bagay ou di an kreyòl ou paka di l an franse.

Desalinyen: Anpil fwa moun ki avanse nan zafè lekòl refize pale kreyòl. Yo devlope yon konplèks parapò ak kreyòl la. Genyen ki menm di kreyòl la se yon andikap pou devlopman peyi a. Kisa w panse sou pozisyon sa epi ki jefò ki kapab fèt pou nou bay kreyòl la bon jan jarèt?

M-R. L : premyèman depi yon moun panse kreyòl pa lang se nòmal pou l gen konplèks. Konsa l ap refize pale kreyòl. L ap vle se lang etranjè pou l pale. Men fòk nou pa jeneralize tandans sa paske se yon minorite ki genyen l. Minorite sa se minorite ki al lekòl la e menm anndan minorite sa gen gwoup moun tankou ASID ki pa genyen konplèks sa. Kidonk, minorite a vin pi minorite toujou. E fòk nou pa bliye 100% popilasyon ayisyèn an pale lang kreyòl. Dezyèmman lè nou konsidere lang se yon eleman kiltirèl e nou konnen pa ka gen devlopman san valorizasyon kilti, n ap di moun sa yo okontrè devlopman peyi d Ayiti pa ka fèt si yo kite lang kreyòl sou kote. Pa ka gen devlopman san ou pa valorize kilti. Paske devlopman pa sèlman bèl wout, jwe sou entènèt fasilman, elatriye. Li pi pwofon. Pa egzanp si Ayiti kòm peyi agrikòl deside fè devlopman nan domèn sa, nou kapab fè transfòmasyon pwodui e la a se pou nou pwofite vann lang kreyòl la tou sou pwodui yo. Lè yo wè pwodui a pou yo di sa se an Ayiti li sòti. Tankou dènyèman yon kòlèg travay mwen te montre m yon bwat ze vid. Lè m gade byen mwen wè se yon asosyasyon yo rele SODA ki pwodui ze sa yo. Men si w wè bwat la, w ap panse se nenpòt bwat peyi etranje. Li tèlman byen prezante pwodui a. Premye ti kare nan bwat la prezante ze a an kreyòl, non asosyasyon, nimewo telefòn elatriye… Lòt ti kare kole ak premye a di menm bagay la, an franse, an angle epi an espayòl. Lè m wè sa mwen di sa se Ayisyen ki pa vle pèdi tèt yo pami lafoul. Y ap fè moun rekonèt travay y ap fè. M panse fòk nou konstwi yon peyi pou tèt nou, fòk nou konstwi yon peyi kote nou alèz. Pou nou kapab li non ansèy nou yo an kreyòl tankou an franse. Lè yon etranje desann èpòt, fòk enfòmasyon l ap li an franse yo, li rive li yo an kreyòl tou. Nan jefò ki gen pou fèt yo fòk nou met lòd. Mete lòd la vle di gen yon politik lengwistik ki bay kreyòl yon plas li pa genyen kounye a. Paske nou gen yon politik lengwenstik katrevenpousan franse venpousan kreyòl. Nan zye pa m se pou peyi a devlope nan domèn ekonomik tankou kiltirèl.

Desalinyen: Kouman ou wè egzistans ak evolisyon lang kreyol nan peyi a lè nou konsidere lontan lang franse se te gwo rival lang kreyol, epi jounen jodi a vin gen anglè ak espayòl ki rantre nan batay la tou?

M-R. L : Nan nivo dinamik ki genyen konnye a fòk nou pa di yon lang ènmi yon lòt. Lide sa yo se nou ki mete yo nan tèt nou. Yon lang pa ka ènmi yon lòt lè n konsidere jan yon lang kreye, jan yon lang pèmèt yon lòt lang evolye. Nou pa ta panse sa, kreyòl ede franse evolye, men batay pou pouvwa konn fè lang goumen ak yon lòt. Kesyon dominasyon lòm sou lòm, kesyon dominasyon yon gwoup moun sou yon lòt lakòz gen konfwontasyon ant yon lang ak yon lòt. Kidonk, nan evolisyon lang yo, jan lang ede lòt estriktire tèt yo fè paka gen ènmi nan yo. Bon! kòman mwen wè evolisyon lang kreyòl la? Si nou pran lang sa a depi sou tan lakoloni jouk kounye a, nou ka wè lang lan evolye anpil malgre dominasyon kreyòl la ap sibi. Li evolye anpil. Menm jan nan esklavaj, yo pa t ka kenbe pèp la nan esklavaj pou tout tan se menm jan dominasyon lang franse a sou kreyòl t ap kapote kanmèm. Menm lit ki fè nou rive nan 7 fevriye 1986 se menm lit sa a ki fè nou debouche sou evolisyon lang kreyòl la. Lang kreyòl la ki te nan mas pèp la sèlman, antre nan radyo, antre nan televizyon, antre nan lekòl. Konbyen senbòl timoun te konn pran pou tèt yo pale kreyòl! Lè m di antre nan lekòl li te toujou nan lekòl la wi, se paske li te nan lekòl menm ki fè yo te konn itilize senbòl la. Men li vin gaye, epi tout moun vin konnen se dwa yo pou yo pale kreyòl. Se sa mwen rele antre nan lekòl la. Si mwen menm, mwen nan yon lekòl, mwen gen plas nan yon lekòl, lang nan gen plas li tou. Paske lè m ap sòti lakay mwen, mwen pa pran lang mwen fèmen l yon kote, lè m tounen pou m pran l. Evolisyon lang kreyòl la kòmanse depi 1986 epi l ap kontinye. Yon sèl pwoblèm, nou menm inivèsitè fòk nou travay sou li anpil, se jan nou pale kreyòl la. Lè n ap konsidere jan moun ki pase lekòl yo ap pale kreyòl la, nou kite franse a tèlman enfliyanse sou nou, nou pale kreyòl la avèk yon sentaks franse. E se youn nan batay mwen menm kòm lengwis m ap mennen nan sa m ap ekri. Nou genyen yon jefò pou n fè, sitou pou jounalis nou yo. Se nòmal ou kapab prete lòt mo ki pa egziste an kreyòl, men gen mo ki egziste deja an kreyòl, moun yo chwazi itilize lòt mo ki sòti nan lòt lang. Se gwo jefò sa ki rete pou fèt paske wè pa wè kreyòl la ap evolye kanmèm, wè pa wè gen konsèp fòk yo egziste nan lang lan paske reyalite yo deja egziste nan peyi a. Evolisyon lang kreyòl la mande pou chak moun nan chak domèn kreye konsèp. Nou poko genyen yo, men reyalite yo la. Si reyalite yo pa la, pa gen pwoblèm non, men reyalite yo la epi ou pa gen mo pou esplike yo. Anpil fwa, lè reyalite a la, pa gen konsèp ou ka toujou jwenn yon fason pou esplike l pou moun konprann wi, men gen anpil entèlektyèl ki bay grenn mo a, grenn konsèp la plis enpòtans pase esplikasyon an, ki kwè se sa ki manke ki fè lang kreyòl la pa egziste. Gen anpil travay pou fè, degaje nou jan nou konnen pou nou kreye konsèp pou esplike reyalite syantifik ki egziste nan peyi a.

Aswiv

Pour que vive la mémoire du héros Charlemagne Péralte

Par Frantz Latour

«En vain sur une porte
Fut crucifié Charlemagne Péralte
Et les Cinq mille cacos
En vain donnèrent leur sang
Par toutes leurs blessures»
Anthony Phelps

L'anniversaire de la mort de Charlemagne Péralte nous est encore plus douloureuse en cette énième année d'occupation par des forces étrangères. C'est à nos yeux une autre mort de Péralte, une mort politique acceptée sans broncher, sans sourciller, par les politiciens, les intellectuels, la classe dominante, tous ceux-là qui ont trahi la nation le 29 février 2004 et pendant toute l'année du bicentenaire de notre indépendance. Ils ont trahi la démocratie, ils ont trahi le peuple haïtien, le choix populaire, comme Jean-Baptiste Conzé avait trahi Péralte en emmenant, ce soir fatidique, le second lieutenant Herman Hanneken, déguisé, pour abattre le leader de la résistance caco.

Aujourd'hui, 1er novembre, nous saluons la mémoire de ce héros de lignée révolutionnaire dessalinienne mort au champ d'honneur, mort en défendant l'honneur du sol haïtien souillé par les yankees. Une autre fois, Péralte aura été crucifié par une macouto-bourgeoisie et une petite bourgeoisie égarées, égarées par leur égoïsme et leurs intérêts de classe, également *egare devan Blan je vèt* pourvoyeur de billets verts.

En ce douloureux anniversaire, à l'heure où nombre d'intellectuels ont démissionné, à l'heure où le peuple des quartiers populaires continue d'être harcelé par l'occupant, nous nous inclinons bien bas devant la mémoire de Charlemagne Péralte au nom duquel plus d'un ne pourront plus jamais parler, car ils ont démérité du souvenir de ce démiurge de la race, de cet homme de très grand courage qui s'est mis debout *«dans ses sandales d'héroïsme»* pour que vive la patrie, pour ne pas démériter de la geste de 1804, pour ne pas démériter des peuples en lutte, pour ne pas démériter de l'héritage de lutte du peuple haïtien depuis les temps lointains de l'esclavage.



Nous garderons allumé le flambeau du souvenir pour que vive à jamais la mémoire de Charlemagne Péralte

Honorons la mémoire de ce grand soldat nationaliste qui a combattu l'occupant les armes à la main pour ne pas démériter de l'Histoire, lui qui écrivant au consul anglais accrédité à Port-au-Prince, parlait d' *«une petite nation qui fait des efforts pour sauver son drapeau et son territoire de l'ambition d'une nation accapareuse...»*

Avec ferveur, disons qu'il faudrait qu'une grande clameur monte de toute la région du Plateau Central et du Nord où Péralte a combattu, une immense clameur grossie du tumulte des cris de deuil en provenance de Jérémie, de Tiburon, de l'Anse d'Hainault, de Dame Marie, une longue clameur portée par l'air frais du massif de la Hotte et qui irait s'étalant sur toute la Grande Anse et tout le sud du pays. Une clameur reprise par Petit Goâve, Grand-Goâve, Jacmel, Port-au-Prince et qu'alimenteraient les courants favorables au-dessus du massif de la Selle, le long de la chaîne des Matheux, des courants de revendication de notre souveraineté qui donneraient la main du courage et de l'honneur aux mornes des Cahos pour crier à bas les traîtres!

Une clameur montant également de l'extrême pointe de la Floride pour être portée jusque sur la côte est des Etats-Unis. Ils s'y ajouteraient les cris de désespoir des opprimés de l'Amérique ibéro-indienne, les revendications des populations d'Amérique centrale encore décimées par les violences de l'extrême droite. Il faudrait que cet immense nuage de radioactivité libertaire et revendicatrice des peuples atteigne enfin les repaires des assassins pour crier: A bas les traîtres! A bas les domestiques des forces de ténèbres et de malheur! A bas les vendeurs de patrie! A bas les hommes sans aveu à genoux aux pieds de l'étranger, fascinés par l'aigle impérial, l'hydre impérialiste; fascinés par sa force brute à vaincre sans péril, à triompher sans gloire des petits et moyens pays! A bas tous les Conzé, mulâtres *poban* ou nègres *ti zòrèy* !

Aujourd'hui, 31 octobre-1er novembre, anniversaire de l'ignominie Conzéenne, douloureux anniversaire pour tous les hommes et toutes les femmes conscients de l'idée de souveraineté nationale, nous saluons la mémoire de Charlemagne Péralte, lui qui avait tenu si haut le flambeau de la dignité nationale. Nous saluons le souvenir de ce dieu de la liberté du peuple haïtien, ce dieu du courage et de l'honneur. Nous l'accueillons dans la demeure de la reconnaissance nationale, avec les trois gouttes rituelles, pour que vive la détermination du peuple haïtien à retrouver le chemin de la liberté et de sa souveraineté, *«pour que refleurisse le maïs de la fierté des hommes et des femmes qui ont tissé leur avenir au métier de la plus belle espérance, pour que ne meure pas la vie».*

Comme Jean-Jacques Dessalines, Acaau, Sandino, Martí, Fanon, Camilo Cienfuegos, Camilo Torres, Che Guevara, Thomas Sankara, Jean-Jacques Dessalines Ambroise, Jacques Roumain, Jacques Alexis, Paul Laraque, eux qui nous ont montré la voie, Péralte ne mourra jamais. Il restera toujours de lui cette flamme du courage et de l'honneur qui alimentera la résistance du peuple haïtien dont la proverbiale longanimité survivra à tous les malheurs que lui auront causés les Conzé.

Nous garderons allumé le flambeau du souvenir pour que vive à jamais la mémoire de Charlemagne Péralte.

Femmes de Cuba

Par Victor Hugo

Ayant appris que l'on écoutait ses romans dans la fabrique Partagas, Victor Hugo en 1870 adressa une lettre de remerciement aux ouvrières de La Havane.*

Femmes de Cuba, j'entends votre plainte. Ô désespérées, vous vous adressez à moi. Fugitives, martyres, veuves, orphelines, vous demandez secours à un vaincu. Proscrites, vous vous tournez vers un proscrit ; celles qui n'ont plus de foyer appellent à leur aide celui qui n'a plus de patrie. Certes, nous sommes bien accablés ; vous n'avez plus que votre voix, et je n'ai plus que la mienne ; votre voix gémit, la mienne avertit. Ces deux souffles, chez vous le sanglot, chez moi le conseil, voilà tout ce qui nous reste. Qui sommes-nous ? La faiblesse. Non, nous sommes la force. Car vous êtes le droit, et je suis la conscience.

- La conscience est la colonne vertébrale de l'âme ; tant que la conscience est droite, l'âme se tient debout ; je n'ai en moi que cette force-là ; mais elle suffit. Et vous faites bien de vous adresser à moi.

- Je parlerai pour Cuba comme j'ai parlé pour la Crète.

- Aucune nation n'a le droit de poser son ongle sur l'autre, pas plus l'Espagne sur Cuba que l'Angleterre sur Gibraltar. Un peuple ne possède pas plus un autre peuple qu'un homme ne possède un autre homme. Le crime est plus odieux encore sur une nation que sur un individu ; voilà tout. Agrandir le format de l'esclavage, c'est en accroître l'indignité. Un peuple tyran d'un autre peuple, une race soutirant la vie à une autre race, c'est la succion monstrueuse de la pieuvre, et cette superposition épouvantable est un des faits terribles du dix-neuvième siècle. On voit à cette heure la Russie sur la Pologne, l'Angleterre sur l'Irlande, l'Autriche sur la Hongrie, la Turquie sur l'Herzégovine et sur la Crète, l'Espagne sur Cuba. Partout des veines ouvertes, et des vampires sur des cadavres.

- Cadavres, non. J'efface le mot. Je l'ai dit déjà, les nations saignent, mais ne meurent pas. Cuba a toute sa vie et la Pologne a toute son âme.

- L'Espagne est une noble et admirable nation, et je l'aime ; mais je ne puis l'aimer plus que la France. Eh bien, si la France avait encore Haïti, de même que je dis à l'Espagne : Rendez Cuba ! je dirais à la France : Rends Haïti !

- Et en lui parlant ainsi, je prouverais à ma patrie ma vénération. Le respect se compose de conseils justes. Dire la vérité, c'est aimer.

- Femmes de Cuba, qui me dites si éloquemment tant d'angoisses et tant de souffrances, je me mets à genoux devant vous, et je baise vos pieds douloureux. N'en doutez pas, votre persévérante patrie sera payée de sa peine, tant de sang n'aura pas coulé en vain, et la magnifique Cuba se dressera un jour libre et souveraine parmi ses soeurs augustes, les républiques d'Amérique. Quant à moi, puisque vous me demandez ma pensée, je vous envoie ma conviction. À cette heure où l'Europe est couverte de crimes, dans cette obscurité où l'on entrevoit sur des sommets on ne sait quels fantômes qui sont des forfaits portant des couronnes, sous l'amas horrible des événements décourageants, je dresse la tête et j'attends. J'ai toujours eu pour religion la contemplation de l'espérance. Posséder par intuition l'avenir, cela suffit au vaincu. Regarder aujourd'hui ce que le monde verra demain, c'est une joie. À un instant marqué, quelle que soit la noirceur du moment présent, la justice, la vérité et la liberté surgiront, et feront leur entrée splendide sur l'horizon.

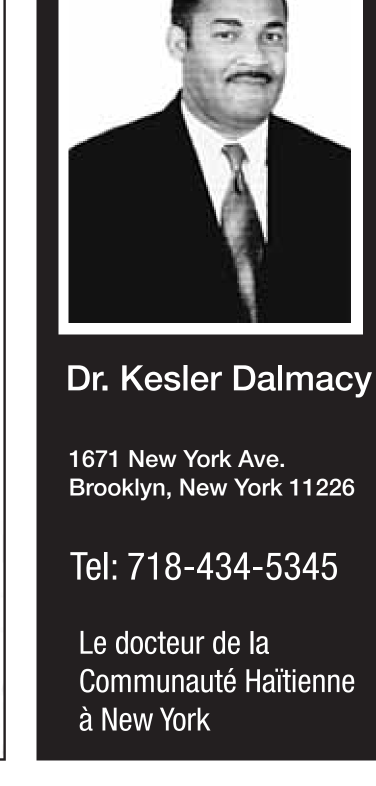
- Je remercie Dieu de m'en accorder dès à présent la certitude; le bonheur qui reste au proscrit dans les ténèbres, c'est de voir un lever d'aurore au fond de son âme.

* **Ndlr. Partagás** *: marque de cigare cubain très réputée. Les propriétaires, Jaime Partagás et Ramón Cifuentes ont quitté Cuba après la Révolution pour s'installer en République Dominicaine. Cuba continue de produire ses cigares, l'habanero, communément appelé un «havane» : manufacturé à Cuba avec du tabac planté, récolté, et transformé dans ce pays. C'est une appellation d'origine protégée. Le habano est considéré par la majorité des amateurs de cigare comme le meilleur au monde, possédant une grande complexité aromatique. Il en existe plusieurs marques dont le « Cohiba », l'une des plus prestigieuses, créée pour Fidel Castro en 1966, à l'usage de ses hôtes de marque.*

Cuba si Lorraine 28 octobre 2009











Discours à l'ONU

Suite de la page (12)

scientifiques étasuniens à coopérer et à débattre de manière féconde, les artistes étasuniens à tendre des passerelles et les sociétés étasuniennes à commercer et à investir.

Monsieur le président:

Nous avons tous applaudi, il y a quelques jours, lorsque le président Obama a dit à cette même tribune: *"Le droit international n'est pas une vaine promesse (…) Aucune nation ne peut essayer de dominer une autre nation".*

Il n'est, ni ne sera acceptable pour la communauté internationale que ceux qui gouvernent à Washington se sentent en droit d'appliquer des mesures économiques coercitives et des lois extraterritoriales contre les États souverains.

Le président Obama a l'occasion historique de conduire un changement de politique envers Cuba et de lever le blocus. Il dispose, en plus, de pouvoirs exécutifs suffisants pour, maintenant et de manière souveraine, modifier substantiellement l'application des mesures de blocus au moyen de licences générales, de dispenses ou waivers, d'exceptions humanitaires ou au motif de l'intérêt national, et cela même sans que soient modifiées les lois sur lesquelles sont fondées les prohibitions.

Qui s'afflige et défie à raison l'égoïsme et l'insensibilité de la droite conservatrice, comme l'a fait le président Obama au Congrès, parce que "… un homme de l'Illinois avait perdu sa couverture santé au beau milieu d'une chimiothérapie…et était mort à cause de cela (…) et qu'une femme du Texas était restée sans police d'assurance ce qui l'avait conduite à subir une double mastectomie", ne pourrait, sans manquer à une éthique élémentaire, empêcher les enfants cubains souffrant de cancer ou du cœur de recevoir des médicaments et des équipements médicaux. Le blocus auquel est soumis Cuba est également, pour reprendre l'expression du sénateur Edward Kennedy au sujet de la réforme de santé, "une affaire morale" qui met à l'épreuve le "caractère" des Etats-Unis d'Amérique.

Monsieur le président:

Il est vrai que Cuba acquiert d'importants volumes de produits agricoles aux États-Unis. Toutefois, les représentants des États-Unis mentent par omission lorsqu'ils passent sous silence le fait que ces opérations se font en violation des règles du système commercial international, avec des paiements en espèces et anticipés, sans accès au crédit privé, avec interdiction de transporter les cargaisons à bord de navires cubains, avec des procédures onéreuses et discriminatoires, et en faisant face à des manœuvres constantes visant à mettre l'embargo sur les cargaisons. On ne peut pas qualifier de commerce des opérations qui manquent de la réciprocité la plus élémentaire en vertu de laquelle Cuba pourrait exporter ses produits aux Etats-Unis.

Les représentants du gouvernement des États-Unis mentent honteusement lorsqu'ils affirment que leur pays est le principal fournisseur d'aide humanitaire à Cuba. Les données qu'ils utilisent sont fausses. Ils mêlent, dans des chiffres fantaisistes et trompeurs, le montant de supposées licences pour des opérations qui n'ont pas lieu avec l'aide que les émigrés cubains qui résident aux Etats-Unis envoient grâce à leurs efforts à leur famille. Les gouvernements étasuniens successifs ont poursuivi et harcelé les organisations non gouvernementales qui envoient de l'aide humanitaire à Cuba ; résultat, la moitié d'entre elles ont cessé de le faire.

Même lorsque Cuba a été dévastée, il y a un an, par trois cyclones qui ont provoqué des pertes équivalentes à 20 p. 100 de notre PIB, le gouvernement Bush n'a pas répondu à notre demande visant à ce que les sociétés étasuniennes nous vendent à titre exceptionnel des matériaux de construction et des couvertures pour les toits en remplacement de celles qui avaient été détruites et nous accordent des crédits privés.

Monsieur le président:

Les délégués des Etats-Unis, lors de diverses réunions, ont évoqué les mesures prises par leur gouvernement pour mettre fin aux plus brutales restrictions appliquées par George W. Bush aux voyages des émigrés cubains et à l'envoi de fonds à leurs parents, et relancer les négociations bilatérales en matière migratoire et le courrier postal direct.

Ces mesures sont positives mais extrêmement limitées et insuffisantes. La réalité est que l'on n'est même pas revenu à la situation qui a prévalu jusqu'au début 2004, lorsque les Etats-Unis permettaient un certain niveau d'échanges universitaires, culturels, scientifiques, sportifs avec contrepartie cubaine, lesquels continuent d'être interdits.

Les quelques vagues propositions en matière de télécommunications sont tout simplement inapplicables et le demeureront tant que ne seront pas éliminées d'autres restrictions en vigueur et que ne cessera la pratique qui consiste à voler les fonds cubains provenant des opérations dans ce domaine, gelés dans les banques étasuniennes en application des décisions de juges vénaux qui violent leurs propres lois.

Le rétablissement du droit de se rendre sur l'île des résidents d'origine cubaine fait ressortir de manière plus évidente encore le caractère absurde de l'interdiction faite aux Étasuniens de voyager à Cuba, seul endroit qui leur est interdit sur la planète. Les citoyens étasuniens, qui paient des impôts, n'ont pas la liberté de voyager à Cuba en dépit du fait que la Constitution de leur pays est censée là leur garantir. Les Étasuniens n'ont pas le droit de recevoir des informations de première main sur Cuba.

Les représentants des Etats-Unis ont également mentionné un nouvel état d'esprit dans leurs relations avec notre pays.

La réponse de Cuba est totalement conforme à sa disposition historique à la discussion directe avec les Etats-Unis. Le président Raúl Castro Ruz, comme avant lui le président Fidel Castro Ruz, a réitéré sa disposition à débattre de toutes les questions et à négocier tous les problèmes bilatéraux, sur la base du respect et de l'égalité souveraine, et sans porter atteinte à notre indépendance et notre autodétermination. Nous avons dit clairement que nous ne négocierons ni nos questions internes ni notre ordre constitutionnel. Nous sommes dans l'attente d'une réponse du gouvernement des Etats-Unis au sujet de la proposition d'agenda en vue d'entamer un dialogue bilatéral présenté par Cuba au mois de juillet dernier et que j'ai rendu publique le 28 septembre dans cette même salle.

Monsieur le président:

Le blocus économique n'a pas atteint ni n'atteindra son but qui consiste à faire plier la volonté patriotique du peuple cubain. Il gêne toutefois des carences, limite notre potentiel de développement et affecte sérieusement notre économie. Il constitue sans aucun doute le principal obstacle au développement économique du pays.

Son coût est très difficile à calculer. Les seuls dommages économiques, calculés rigoureusement et au plus bas, atteignent des centaines de milliards de dollars, au prix courant et décroissant de cette monnaie.

Les représentants étasuniens ont dit que nos carences étaient dues à l'échec de notre système. Ils mentent, peut-être plus par ignorance que par mauvaise foi. Grâce à notre système nous avons résisté pendant 50 ans et nous nous sommes développés en surmontant le blocus. S'ils sont convaincus que notre système ne marche pas, pourquoi donc ont-ils besoin du blocus? En situation de véritable guerre économique et de virulente manipulation médiatique, soumise aux effets du changement climatique et de la crise économique mondiale, Cuba élève une œuvre sociale et culturelle d'une solidarité et d'un humanisme profonds. Notre peuple a l'intention de continuer à aller de l'avant, souverainement, afin de résoudre ses problèmes et de perfectionner son modèle politique, économique et social dans le cadre du socialisme. Nous, les Cubains, avons le droit absolu de le faire sans blocus ni pressions étrangères, sans les millions que le gouvernement étasunien verse à des fins subversives, sans ingérence étrangère dans les décisions qui n'appartiennent qu'à nous.

Voilà l'objectif de la résolution que nous vous proposons d'adopter et que j'ai l'honneur de présenter. La soutenir est un acte contre l'agression et l'usage de la force. C'est un acte pour la paix, le droit et l'espoir. C'est un acte de justice envers l'héroïque peuple cubain qui aujourd'hui rend hommage à Camilo Cienfuegos, le jeune et allègre commandant de la Sierra Maestra qui nous a appris que la fidélité à nos conquêtes sacrées et à nos convictions profondes est la seule voie de la victoire.

Je vous remercie…

La faim

Suite à la page (12)

économique. Parmi eux se trouvaient 12 millions d'enfants, selon l'analyse statistique des données du département américain de l'Agriculture et du Bureau de recensement. (voir *« US: 12 million children face hunger and food insecurity »*). La crise sociale dans les économies avancées a été mise en relief par un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), aussi publié cette semaine, sur le chômage. Le rapport a établi que, parmi ses trente états membres, le taux global de chômage a grimpé de 0,1 pour cent en août par rapport au taux de 8,6 pour cent en juillet et il était de 2,3 points plus élevé qu'en août 2008. Il est prévu que les taux de chômage augmentent pour une autre année et demeurent élevés pendant plusieurs années.

Le chômage en hausse dans les économies avancées a affecté, de manière disproportionnée, certaines couches de la population comme les jeunes, les travailleurs non-qualifiés et les immigrants. Conséquemment, les immigrants ont réduit leurs transferts de fonds, aggravant la crise de la faim dans les pays plus pauvres.

Les transferts de fonds comptent pour plus de 6 pour cent du produit intérieur brut (PIB) dans la plupart des pays en développement selon L'état de l'insécurité alimentaire. Pour certains pays, la statistique est beaucoup plus élevée. Au Tadjikistan, les transferts de fonds comptent pour 46 pour cent du PIB ; au Honduras et au Liban, pour environ 25 pour cent. Environ le cinquième de tous les ménages en Albanie, aux Philippines, au El Salvador et en Haïti dépendent des transferts de fonds comme source de revenus.

Dans les pays d'Asie du Sud, les transferts de fonds comptent pour bien plus que la moitié de toutes les entrées de capitaux étrangers. De manière surprenante, cela est particulièrement vrai pour l'Inde — qui est vu comme ayant un rôle de premier plan dans la nouvelle économie mondiale — où les transferts de fonds comptent pour plus des trois quarts de toutes les entrées d'argent, éclipsant les investissements étrangers directs.

Cependant, la baisse des transferts de fonds n'est qu'une partie d'une contraction marquée de tout le capital allant vers les pays pauvres. Citant un exemple, le rapport explique que dans les 13 plus grandes économies d'Amérique latine, les entrées de capitaux ont chuté de plus de trois quarts, de 184 milliards de dollars à environ 43 milliards en 2009.

L'aide étrangère a aussi rapidement diminué. Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé que 71 pays connaîtront en moyenne une diminution de 25 pour cent de l'aide étrangère cette année. Cette diminution, elle-même la conséquence de la crise économique dans les pays développés, aura le plus grand impact précisément sur les pays les plus pauvres, particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne.

Face à cette crise mondiale de l'alimentation, les organisations d'aide tirent la sonnette d'alarme et demandent des gestes immédiats. La crise est d'autant plus incompréhensible que les ressources ne manquent pas et que la capacité de production alimentaire est amplement suffisante. *« Nous avons les moyens économiques et techniques pour éliminer la faim », a déclaré le directeur général de la FAO, Jacques Diouf. « Ce qui manque, c'est la volonté politique d'éradiquer la faim pour toujours. »*

Cette déclaration n'est vraie qu'à moitié. Alors qu'il est certainement exact de dire que la science et la technique ont permis une augmentation de la productivité de l'agriculture permettant de nourrir facilement toute la population mondiale, ce n'est pas la « volonté politique » qui est le principal empêchement à l'éradication de la faim dans le monde. Il s'agit plutôt du système d'organisation sociale, le capitalisme, qui subordonne le besoin social à la recherche du profit pour les riches.

L'an dernier, le PAM a obtenu 5 milliards en dons pour nourrir les affamés du monde. Cette année, les pays et les riches donateurs ont resserré les cordons de leurs bourses, ne donnant que 2,9 milliards au PAM.

C'est une somme misérable

Selon le magazine Forbes, il y a 224 familles dans le monde qui possède une fortune de plus de 2,9 milliards. La totalité des ressources allouées au PAM pour nourrir les pauvres de par le monde ne représente que 2 pour cent de ce que les grandes banques de Wall Street donneront en salaires et en bonus aux banquiers américains de haut rang, qui ont provoqué avec leur spéculation la crise économique qui a poussé des dizaines de millions de personnes de plus dans la faim. Et, naturellement, les 2,9 milliards donnés pour contrer la faim mondiale n'est qu'un pourcentage infinitésimal des milliers de milliards de dollars que les gouvernements ont mobilisé pour sauver les plus grandes banques du monde. *« Les dirigeants mondiaux ont réagi avec vigueur pour empêcher le développement de la crise financière et économique et ont réussi à trouver des milliards de dollars en un temps très court, a noté Diouf. Il faut maintenant faire preuve de la même vigueur pour combattre la faim et la pauvreté. »*

Ce n'est pas seulement que ces sauvetages des grandes banques d'une ampleur pratiquement inimaginable et les fortunes individuelles qu'ils servent à protéger représentent une mauvaise allocation des ressources. Ces ressources auraient pu être en effet plutôt utilisées pour satisfaire des besoins sociaux, par exemple, pour assurer que chaque personne puisse manger à sa faim.

La richesse de l'élite financière vient directement de l'appauvrissement de la grande majorité de la population mondiale au moyen de formes prédatrices de spéculation sur la dette, les marchandises essentielles, la propriété foncière, la monnaie et les fermetures d'usines. Et aujourd'hui, il faut ajouter le pillage au grand jour des gouvernements mondiaux à cette liste.

Ces processus provoquent une opposition de masse. Déjà, le prix élevé des aliments de base a provoqué des émeutes de la faim dans 60 pays depuis 2007.

WSWS 21 Octobre 2009

Le Congrès du Parti Socialiste Unifié du Venezuela

Le deuxième congrès du Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV) se tiendra du 21 novembre au 13 décembre prochains. Sa durée – 3 semaines ! – est déjà une indication du fait qu'il ne s'agira pas d'un congrès « normal » dans un pays « normal ». C'est le congrès du parti des masses vénézuéliennes, dans un pays en pleine révolution. D'autres chiffres l'illustrent. Sur les 29 millions d'habitants que compte le Venezuela, le PSUV en organise officiellement 7 millions, parmi lesquels 2,5 millions ont adhéré aux « patrouilles socialistes », un nouveau type de structure de base. Lancées en août dernier, elles doivent permettre une plus grande participation des travailleurs, des pauvres et des paysans à la vie et à l'action du parti. Ces chiffres impressionnants laissent loin derrière eux les plus puissantes organisations politiques des travailleurs des pays développés.

Ces derniers temps, il y a eu un développement très significatif des sections du PSUV, dans les usines et les entreprises. Dans l'aciérie SIDOR, par exemple, 40 « patrouilles » ont été constituées, auxquelles participent activement 502 travailleurs. Nos camarades vénézuéliens du Courant Marxiste Révolutionnaire (CMR) ont eux-mêmes travaillé à la construction de sections du PSUV dans les usines de Mitsubishi (MMC), SIDOR, INVEVAL, INAF et Gotcha – entre autres. A l'échelle nationale, on ne recense pas moins de 16 000 sections d'entreprise, qui organisent un total de 250 000 ouvriers. Le nombre de sections locales du PSUV s'élève à 104 000 ! Face à de telles données, qui peut encore douter qu'un processus révolutionnaire est en cours, au Venezuela ?



Hugo Chavez le dirigeant du PSUV "les candidats du peuple sont également mes candidats"

La bureaucratie

Le PSUV, cependant, reflète les contradictions fondamentales de la révolution vénézuélienne. L'aspiration des masses se heurte à des éléments qui, dans la direction du mouvement, veulent freiner le processus révolutionnaire. Par exemple, l'aile gauche du PSUV s'inquiète de la méthode retenue pour la désignation des 780 délégués du congrès. En effet, il est prévu que les dirigeants régionaux du PSUV opèrent une sélection selon leurs propres critères, entre deux phases de votes. Cela risque d'affaiblir la représentation des délégués issus de la base.

La bureaucratisation du mouvement bolivarien est un fait. Dans l'Etat de Carabobo, par exemple, de nombreux militants de base du PSUV se plaignent du fait que les élus municipaux du PSUV n'ont strictement rien changé à la politique locale, depuis leur élection. En fait, ils mènent une politique contraire aux principes du PSUV. Il y a peu, Marío Silva, de la direction nationale du parti, critiquait cette situation et demandait que la direction du parti intervienne, dans cet Etat. Mais en réalité, le même problème se pose, à des degrés divers, dans tous les Etats du pays.

Socialisme ou réformisme

Il ne suffit pas de parler de socialisme. Il faut le réaliser dans l'action. Si le socialisme n'est qu'un mot, les masses risquent de se fatiguer des parades, des discours et des élections. Rien de tout cela ne résout leurs problèmes brûlants. Depuis 10 ans, elles ont systématiquement défendu la révolution. Mais elles ne peuvent pas indéfiniment sacrifier aujourd'hui pour demain. Si la révolution n'avance pas de façon décisive, si elle n'apporte pas de solution au chômage, à l'inflation, au sabotage économique, à la corruption, etc., une atmosphère d'apathie peut commencer à s'installer, ce qui ouvrirait la voie à la contre-révolution.

Plusieurs signes indiquent que ce processus est engagé. Par exemple, les derniers scrutins électoraux ont été marqués par une abstention massive de l'électorat bolivarien. Le congrès du PSUV doit discuter des moyens de conjurer cette menace. Comme nos camarades du CMR l'expliquent, le meilleur moyen serait d'exproprier l'industrie, les banques, la terre – et de poser ainsi les bases d'une authentique économie socialiste, qui doit être démocratiquement planifiée, à tous les niveaux.

La question de la « transition vers le Socialisme » a été mise à l'ordre du jour du congrès. Nos camarades vénézuéliens lutteront avec toute l'aile gauche du PSUV pour mettre en échec la droite du parti. Leur objectif principal sera de proposer aux délégués un programme authentiquement socialiste, pour mener la révolution à son terme. Nous sommes convaincus que c'est précisément ce qu'attend la majorité des militants du PSUV.

La Riposte 31 octobre 2009

Porto Rico: entre deux feux

Depuis plusieurs semaines Porto Rico brûle littéralement. En tout premier lieu à cause des manifestations et grèves qui ont suivi l'annonce du licenciement de près de 21 000 fonctionnaires, qui viendront joindre les rangs des chômeurs et pauvres qui ne cessent d'augmenter, mais aussi à la suite de l'explosion survenue dans les installations d'une Entreprise pétrolière transnationale. L'incendie qui n'a pu être contrôlé qu'au bout de 60 heures a provoqué un véritable désastre économique, social et environnemental.

Début octobre, le gouvernement colonial de Luis Fortuño avait annoncé que 16 970 employés publics se retrouveraient au chômage. Des femmes enceintes, des mères célibataires, des handicapés physiques n'ayant d'autres moyens que leurs salaires ont été renvoyés sans la moindre considération.

Bien que les autorités aient annoncé que dans tous les cas, des compensations économiques sont prévues, des voix comme celle de la juge Liana Fiol Matta, qui a appuyé une demande présentée devant la Cour Suprême, se sont levées contre cette mesure. Cependant la Cour a rejeté lundi ce recours en appel.

La juge a déclaré qu'un emploi n'est pas uniquement une source de biens matériels mais le mécanisme idéal pour aboutir à l'autoréalisation et fomenter la dignité de l'être humain, raison pour laquelle, a-t-elle précisé, il est absurde de penser qu'avec une simple compensation économique, tardive en plus, les préjudices moraux et physiques causés par le licenciement peuvent être réparés.



Manifestations et grèves à Porto Rico, après l'annonce du licenciement de près de 21 000 fonctionnaires

Ils rejoindront les 4 000 qui ont perdu leurs emplois depuis le mois de mai. La mesure destinée, prétendument à réduire le déficit budgétaire qui dépasse les 3 milliards de dollars, cherche en réalité à affaiblir les entreprises d'état et à favoriser ainsi leur privatisation. Une première tentative a ciblé l'entreprise téléphonique et d'autres institutions.

Les protestations sociales sont, selon des experts, les plus grandes depuis les années 70 du siècle passé. Elles ont rassemblé plusieurs secteurs: syndicalistes, religieux, étudiants et travailleurs qui ont rejeté énergiquement cette mesure injuste. Les manifestants ont surtout critiqué la façon inattendue et anarchique utilisée pour les licenciements.

Vendredi, l'explosion sociale provoquée par les mesures du gouvernement colonial est cependant passée à un second plan ; le premier étant occupé par l'incendie gigantesque qui a détruit 21 des 40 entrepôts de combustibles de la Caribbean Petroleum Company, CAPECO, située dans la localité de Bayamón.

Apparemment les deux événements n'ont rien à voir, mais des secteurs annexionnistes,

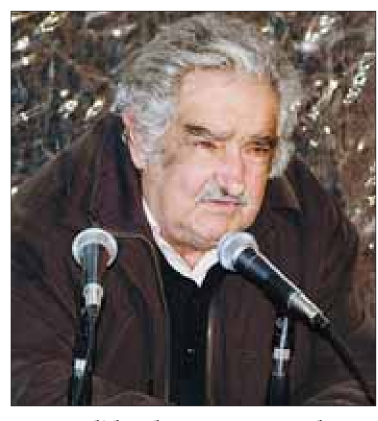
Suite à la page (18)

L'Uruguay: deux visions de pays se disputent le pouvoir

Dans un mois environ les Uruguayens devront de nouveau se rendre aux urnes pour décider de la destinée de leur pays. Ils devront choisir entre deux projets différents de développement du pays : celui proposé par le Front Large, basé sur les investissements et la croissance pour aboutir à la redistribution des richesses et celui avancé par le Parti National, qui prévoit l'application des normes du marché capitaliste.

Dimanche et lorsque les résultats définitifs du premier tour n'avaient pas encore été rendus publics, les candidats des deux partis politiques à la présidence avaient déjà fait savoir qu'ils se présenteraient au second tour, prévu le 29 novembre et qui sera décisif pour élire le prochain président.

L'ex-combattant Tupamaro, José Mujica, le candidat du Front Large s'est dit satisfait des résultats des élections du dimanche, au cours desquelles il a eu un large avantage sur ses principaux rivaux même s'il n'a pas obtenu les voix nécessaires pour accéder de façon directe à la présidence. José Mujica arrive à la tête de ce premier tour avec 48% des voix. Son adversaire le plus proche était Alberto Lacalle, qui cherche un second mandat, comme candidat du Parti National et qui aurait remporté 29% des voix.



Le candidat du Front Large, l'ex-combattant Tupamaro, José Mujica

Comme attendu, Pedro Bondaberry, du Parti Colorado est 3ème avec près de 18% des voix. Dans des déclarations après la fermeture des urnes dimanche, José Mujica a souligné que ces élections ont démontré que le Front Large est la première force politique de l'Uruguay car il a obtenu un large avantage sur ses deux adversaires les plus proches, ce qui lui donne un grand optimisme en vue du second tour.

Pour sa part, Danilo Astori, candidat du Front Large à la vice présidence a assuré que le prochain tour sera un plébiscite entre deux visions de pays, celle de la gauche, qui présente un projet de nation : le cap mis sur l'égalité et la justice sociale, la défense des secteurs les plus défavorisés et celle des partis traditionnels de droite qui ont plongé le pays dans des crises successives durant leurs mandats.

Pedro Bondaberry, n'a pas hésité à enlever la chemisette rouge du Parti Colorado pour se mettre celle blanche du Parti National de Lacalle, à qui il a promis son appui personnel. Il a laissé à ses partisans la liberté de choisir de quel côté se mettre.

En plus d'élire le Président et le vice président, les Uruguayens ont voté dimanche pour 99 députés et 30 sénateurs et se sont prononcés aussi au sujet de la dérogation de la loi qui protège les responsables

Suite à la page (18)

Porto Rico



Les manifestants ont surtout critiqué la façon inattendue et anarchique utilisée pour les licenciements

Suite de la page (17)
commencent, de façon opportuniste et sans aucune preuve concrète, à faire passer des commentaires insidieux sur une prétendue implication entre la protestation sociale et le désastre. Ces personnes oublient le passé récent de cette firme pétrolière, propriété de l'Israélien Gad Zeevi, qui a financé entre autres sponsors, la campagne électorale de Fortuño. Gad Zeevi, a fait fortune aux cotés de deux personnages kenyans, accusés de corruption, d'affaires troubles, de blanchiment d'argent et d'autres délits, l'ex président Daniel Arap Moi et Nicholas Boiwott, l'un des hommes d'affaires les plus riches du Kenya.

À Porto Rico, la CAPECO a été responsable du versement de plus de 800 000 barils de pétrole sur les côtes de San Juan le 7 janvier 1994 qui a provoqué un désastre naturel dont le pays se ressent encore. Gad Zeevi est arrivé à évader la sanction économique qui lui a été imposée et qui a été ensuite allégée par Zila María Calderón, qui occupait alors le poste de gouverneur. Il s'est déclaré en faillite devant un tribunal de Delaware, aux États-Unis. Ce désastre a coûté à Porto Rico et non pas à la CAPECO, 159 millions de dollars, un chiffre bien inférieur aux dégâts réels.

Jusqu'à présent ni Gad Zeevi, ni son fils Ram, qui est le Gérant général de la compagnie, ne se sont prononcés sur le récent sinistre, mais l'on sait qu'ils n'ont pas remis aux autorités la déclaration sur la quantité de combustible stocké, ni sur les mesures de sécurité dans les installations.

Bien que les flammes de l'incendie se soient éteintes, avec la reprise des protestations sociales, cela va chauffer encore dans ce pays frère, l'un des vestiges les plus douloureux du colonialisme impérial dans Notre Amérique.

Cuba si Lorraine 30 octobre 2009

L'Uruguay

Suite de la page (17)
de la répression sous la dictature de 1973 à 1985 et du droit de vote d'un demi million d'Uruguayens qui vivent à l'étranger. Le Front Large a obtenu la majorité des postes de sénateurs et de députés: 16 et 50 respectivement. Pour la seconde fois consécutive, la coalition de gauche a dépassé le million de voix.

Le Parti National n'a remporté que 9 sièges au Sénat et le Parti Colorado 5. Pour ce qui est des députés, le Parti National a obtenu 30 sièges. Le Parti Colorado 17 et le Parti indépendant 2. Au cas où l'appui populaire pour déroger la dite Loi de caducité, ne soit pas suffisant, les proches des victimes des tortures, enlèvements, disparitions et assassinats ont encore une fenêtre ouverte pour obtenir que justice soit faite.

Quelques jours avant les élections, la Cour Suprême de Justice a déclaré inconstitutionnelle cette loi dans le cas spécifique de tortures contre une femme, ce qui permettrait à d'autres victimes de brandir ce verdict pour porter devant les tribunaux les tortionnaires.

Pour ce qui est du vote des Uruguayens de l'étranger, il est clair qu'il ne recevra pas 50% des voix nécessaires. Le Front Large, l'un des promoteurs de cette consultation a demandé aux citoyens de rester calmes devant les résultats. Il a promis qu'il poursuivra la lutte tant que les émigrés n'obtiendront pas ce droit.

Le prochain mois sera sans doute un mois de lutte politique très intense dans la nation sud-américaine, où les augures assurent une continuité de la gauche au gouvernement et une dynamique croissante en faveur des mécanismes d'intégration dans notre Amérique où la lutte pour la souveraineté et le bien être des peuples prend le devant de la scène.

Cuba si Lorraine 28 octobre 2009

Suite de la page(8)
correspondance au Premier ministre destitué dans laquelle ils comptent demander à cette dernière de *« continuer à exercer ses fonction, en ignorant la motion de censure »* est une fanfaronnade, démontrant leur irresponsabilité en tant que sénateurs de la République dans la mesure où ils ont passé toute une nuit à évoquer la Constitution pour s'opposer à la motion de censure relative à la destitution du chef de gouvernement.

Enfin, nous pensons que le comportement grossier, grotesque et maladroit de certaines missions diplomatiques étrangères à Port-au-Prince n'a pas rendu service à leur protégée Michèle. En maintenant une pression publique sur le chef de l'Etat avec des va-et-vient incessants au Palais afin que celui-ci demande aux sénateurs interpellateurs de surseoir à leur décision, ces diplomates ont plutôt ouvert toute grande la porte de sortie de la Primature en facilitant la tâche aux sénateurs qui ont définitivement compris que Mme. Michèle Duvivier Pierre-Louis n'a jamais été Premier ministre pour trouver des solutions aux problèmes haïtiens mais uniquement pour satisfaire les desiderata de la Communauté internationale.

Paul Laraque, homme de grande conscience

Par Frantz Latour

Le vendredi 23 octobre dernier, j'avais pris toutes mes dispositions pour participer à un colloque au York College, à New York, autour de la mémoire de Paul Laraque dont l'anniversaire de naissance était le 21 du mois d'avant. Je m'étais bien proposé de venir apporter ma petite et fraternelle contribution du souvenir à cette rencontre, mais les circonstances en avaient disposé autrement. Quand après avoir traversé l'Egypte et la Chaldée je suis enfin arrivé au York College, tout était déjà fini. Il ne restait plus que quelques personnes et parmi elles Franck Laraque. Le petit laïus que j'avais préparé, j'ai dû, à contrecoeur, le garder dans ma poche. Mais je ne me suis pas laissé aller à une amère déception, et je me suis résolu en dernière analyse, sans présomption de ma part, à vous le communiquer.

Paul Laraque était sans doute un parfait gentleman, un mari amoureux exemplaire, un poète étincelant. Mais il était aussi un homme de grande conscience.

Conscience patriotique. Paul était un Haïtien intégral qui avait pleinement intériorisé ce que Haïti devait représenter aux yeux de chacun de ses fils : une patrie à défendre tant au niveau des idées qu'au niveau de l'action. Une patrie dont il fallait être fier non seulement à cause des circonstances héroïques qui ont vu naître ce pays, mais surtout à cause de la longanimité de tout un peuple et de sa résistance à tout crin face à un destin de malheur.

Conscience nationale et nationaliste. Patriotisme et nationalisme sont supposés marcher de pair. Sous ce rapport, Paul Laraque a été un de ces rares patriotes aux accents authentiquement nationalistes à avoir ressenti, tout au long, dans chacune de ses fibres, dans chacune de ses démarches intellectuelles, l'affront douloureux de plusieurs occupations, et la griffe impériale de l'aigle avide d'expansion et d'exploitation.

Conscience sociale. Paul était bien conscient des réalités sociales de sa ville natale, de son pays. Il avait bien compris qu'il ne pouvait pas en être un témoin passif, du haut d'une tour d'ivoire de fils du pays un peu mieux nanti que la majorité. Il avait bien compris qu'il fallait dépasser la pesanteur archaïque et l'absurdité de ces réalités. C'est ce qui l'a amené à développer une conscience politique.

Conscience politique. Conscience amorcée peut-être depuis l'enfance puisque son *«sport favori en dehors de l'école était le soldat marron…nous étions divisés entre esclaves et agents des colons. Ces derniers devaient tenter de nous attraper»*. Et il faisait *«partie des esclaves parce que leur but, notre but, c'était de gagner la liberté»*. Paradoxalement, il a pu être *«un soldat marron au sein même de l'armée»*. Conscience politique héritée du grand-père Paul Honoré Laraque périodiquement en exil *«lorsqu'il était contre un gouvernement»*.



Les frères Laraque Franck (à gauche) et Paul, ce dernier était sans doute un parfait gentleman, un mari amoureux exemplaire, un poète étincelant. Mais il était aussi un homme de grande conscience

Conscience idéologique. Au fur et à mesure, une grande ouverture d'esprit et une haute intellectualité permettaient à Paul de se poser des questions se rapportant au problème noir-mulâtre. Au début, *«tout cela était vague dans ma tête et l'émotion trop souvent envahissait la raison»*. Partageant *«les positions de la jeunesse universitaire, engagée sous le flambeau de La Ruche avec les Dépestre, Alexis, Bloncourt»*, il était allé *«plus loin pour comprendre la réalité sous le masque des couleurs, retrouver les racines économiques de la misère et de l'injustice»*. Le choix de Paul était devenu clair : être un homme de gauche, un vrai, adepte et défenseur du socialisme, un socialisme à visage humain qu'il a défendu jusqu'à son dernier souffle.

Conscience de classe. Je m'explique. Certes, pas plus que Jacques Roumain, pas plus que Anthony Lespes, pas plus que Jacques Stéphen Alexis, pas plus que Che Guevara, Paul Laraque n'appartenait à la classe ouvrière, à la classe paysanne, à la classe des laissés-pour-compte, mais intellectuellement et moralement il s'était pleinement identifié à leur condition, à leurs revendications, à leur combat, à leurs revers dans la lutte, à leur espoir de lendemains meilleurs à atteindre par les voies pacifiques ou celles de la violence organisée, sous un leadership révolutionnaire et conséquent. De sorte que d'un point de vue éthique, Paul Laraque avait une conscience de classe, celle des opprimés qu'il avait résolument défendus, dès lors qu'il s'était fait une solide conscience idéologique.

Homme d'une grande conscience, Paul Laraque nous a laissé un très bel héritage. A nous de le garder précieusement, envers et contre toutes circonstances qui pourraient vouloir disposer de nos élans les plus beaux.

Note. Les citations, je les ai empruntées à *« Paul Laraque. Vingt ans sous les drapeaux entre Marx et Breton»*, du poète Anthony Phelps.

Du Panthéon de la musique haïtienne: Tropicana d'Haïti

Par Kim Ives

Le genre musical haïtien le plus connu est le *"Compas Direct"*, dont le rythme doux, cadencé, influencé par la Méringue, a été expérimenté dans le milieu des années 1950 par des musiciens légendaires comme Nemours Jean-Baptiste et Weber Sicot. A l'époque, la musique était réalisée dans de grandes salles par des *"big bands"*, de gros orchestres, avec tout un attirail de saxophones, trompettes, tambours, contrebasses, pianos, *tchatcha*, sans oublier les chanteurs.

Au fil des dernières décennies où le "pop rock" a exercé son influence, la musique s'est davantage orientée vers les guitares, les instruments électriques à clavier (*keyboards*) et des groupes comprenant un plus petit nombre de musiciens (mini-jazz). Mais quelques orchestres ont maintenu la tradition et conservé les éléments d'origine et la sonorité. Tropicana d'Haïti, fondé en 1963, est l'un des gardiens des racines du rythme «Compas».

Comme son célèbre précurseur et éternel rival, l'Orchestre Septentrional, Tropicana est originaire de la ville du nord du Cap Haïtien. Son ancêtre est le Jazz Capois qui s'est scindé pour former l'Orchestre Caraïbes. Mais l'Orchestre Caraïbes était en grande partie composé de soldats qui jouaient dans des orchestres militaires appelés *«fanfares»* présents dans chacun des départements géographiques d'Haïti.

"Ils ont eu un problème", explique Renel Louidor, attaché de presse de Tropicana à New York. *«Chaque fois que le groupe allait jouer, ils devaient obtenir l'autorisation du commandant militaire du district. Il était devenu vraiment difficile de réunir les musiciens et on a donc décidé de rompre avec l'Orchestre Caraïbe pour former un autre groupe avec des musiciens civils.* "

Bazile Coty, un exilé cubain au Cap-Haïtien à l'époque, avait suggéré que le nouveau groupe s'appelle Tropicana en l'honneur de la célèbre boîte de nuit de La Havane du même nom dont il était nostalgique. Le nouveau groupe adopta le nom - *Tropicana d'Haïti* - en Mars 1963 et a joué ses deux premiers concerts (deux répétitions, en fait) dans les villes septentrionales de Pilate en Avril et à la Grande Rivière du Nord en Mai. Mais sa vraie percée musicale (*coming-out party*) a eu lieu quand il a joué pour le grand public au Cap-Haïtien le 15 août 1963.

«C'est cette date que le Tropicana considère son anniversaire", a dit Louidor.

Malgré ce que Louidor décrit comme *«anpil difikilte, anpil peripesi"* durant les premières années, le Tropicana est devenu aujourd'hui une des entreprises les plus performantes dans la musique haïtienne, comprenant 20 musiciens, deux techniciens du son et de grands réseaux de supporters dans toute la diaspora d'Haïti, principalement aux États-Unis et au Canada. Le groupe accorde à ses musiciens un mois de congé payé chaque année, paie pour l'hôpital et les soins de santé de ses membres, et aide à l'éducation de leurs enfants.



Le saxophoniste Charles "Ti Blanc" Cinna Octavius, maestro de l'Orchestre Tropicana d'Haiti

Arrivés à l'âge de la retraite, les musiciens reçoivent une pension hebdomadaire. Quand ils meurent, le groupe paie pour leurs funérailles. S'ils laissent des enfants après eux, Tropicana paie leur écolage jusqu'à ce qu'ils obtiennent leur diplôme.

Le groupe gère aussi une fondation appelée FONDATROPIC, qui a lancé une campagne de reboisement il y a plusieurs années autour du Cap-Haïtien et de la ville voisine de Limbé. Le projet porte le nom de *«Plante Pye Bwa pou la vi ka Miyò"* (Plante un arbre pour une vie meilleure), et a été un tel succès qu'ils ont entrepris une deuxième campagne de reboisement dans 19 communes autour du Département du Nord ainsi que dans les villes autour du Département de l'Ouest comme Cabaret, Morne L'hôpital, et Carrefour.

Au mois de Juin dernier, FONDATROPIC a contribué $5.000 US à une campagne de collecte de fonds pour soutenir l'équipe nationale d'Haïti alors qu'elle se préparait pour la *Gold Cup* et un match contre le Mexique.

Et tout cela n'est que le travail public. *"La Fondation parraine des bourses d'études pour les enfants, puis paie pour la scolarisation de l'enfant sans même que le bénéficiaire le sache»*, explique Louidor. *"Cela fait partie de notre travail réalisé dans la discrétion."*

Ce qui est le plus souvent connu, ou plutôt entendu, de Tropicana, c'est sa musique. Au fil des ans, le groupe a produit plus de 21 albums, le dernier dâte de Mars 2008 et s'intitule *"Pran Sans Nou."*

Chaque année, au printemps et en automne, Tropicana circule dans les villes nord-américaines, tout comme il le fait dans les villes à travers Haïti pendant l'été. Leurs bals attirent des milliers d'Haïtiens qui dansent pendant des heures au rythme d'attirantes mélodies qui apaisent l'esprit tandis qu'ils font bouger les corps.

Sous la direction du maestro de longue date, le saxophoniste Charles "Ti Blanc" Cinna Octavius, le groupe est devenu, pour citer un site de musique haïtienne, un *«trésor national»* d'Haïti. Bon nombre des membres originaux de l'orchestre, sont toujours impliqués avec le groupe dans un sens ou dans l'autre, comme Emmanuel Turenne, Charlemagne Pierre-Noël, Daniel Larivière, Giordanny Joseph, Parisien Fils-Aimé, Louis Jean Lubin, et Hervé Casséus. Mais Tropicana arbore maintenant les membres de la deuxième et de la troisième génération qui apprennent de leurs aînés la technique, la façon de se perfectionner, le travail acharné et la discipline nécessaire pour maintenir vivante une institution comme Tropicana.

Le premier bal de Tropicana aux Etats-Unis chaque automne est toujours très attendu. Il aura lieu cette année **le 13 novembre 2009** à Nazareth High School au coin de East 58th Street et Clarendon Road, à Brooklyn. Les tickets coûtent $30 à l'avance et $40 à la porte. Pour de plus amples renseignements, composez le 718-421-0562, 718-683-2164 ou 973-600-6510.



Vendredi
13 Novembre 2009

PREMIER BAL

de l'Orchestre Tropicana d'Haiti à New York

TROPICANA D'HAITI

Au Nazareth High School
East 58th Street entre Clarendon Road et Avenue D, Brooklyn, NY'

de 9 :00 PM jusqu'à 4:00 AM

Admission:
$30.00 à l'avance et $40.00 à la porte

Informations:
718-683-2164 • 718-421-0562 • 973-600-6510



Points de vente de tickets

BROOKLYN:

Haïti Liberté, 1583 Albany Ave. Tel (718) 421-0162
Geronimo Records, 1389 Flatbush Ave. Tel (718) 469-6373
Ultimate Bakery, 1248 Flatbush Ave. Tel (718) 693-4128
Savoir Faire Records, 1175 Nostrand Ave. Tel (718) 221-4387
Factor Muzik, 1698 Nostrand Ave. Tel (718) 287-9320
Patience Auto Collision, 1422 Utica Ave. Tel (718) 629-1444
Andy Deronette Barber Shop, 2625 Farragut Rd. Tel (718) 859-2240

QUEENS:

Triomph Muzik, 222-11 Linden Blvd en face de Rite Aid Tel (718) 276-0400

NEW JERSEY:

Marché Lacaille, 1252 Springfield Ave., Irvington Tel (973) 374-9697
Pi Bon Paté, 6 Ball St., Irvington Tel (973) 371-7283
Elmo Clervil, 587 South Orange Ave., Newark Tel (973) 371-3877

Vendredi
13 Novembre 2009
Venez tous en foule, danser au rythme du plus entraînant, du plus populaire et du plus excitant orchestre haïtien : Tropicana d'Haiti